

Editorial

Ce numéro 33 de "Dialogue" s'est efforcé de rencontrer l'actualité rwandaise et africaine, tout en ménageant une ouverture sur des situations qu'on retrouve dans le monde entier.

L'Afrique indépendante a la chance de posséder quelques dirigeants qui sont des sages, animés par une pensée politique qu'ils ont mûrie dans de longues années de préparation et qu'ils ne cessent d'ajuster dans la réflexion.

Il nous sera agréable, aujourd'hui, d'écouter deux d'entre eux. Tout d'abord le Président du Rwanda dans son discours à la réunion des diplomates, le 19 décembre 1971. On y trouvera de précieuses considérations sur la Coopération internationale.

Le deuxième texte est du Président de la Tanzanie, J. Nyerere. Ce n'est pas un théologien qui parle de la pauvreté, mais un chrétien de bon sens et qui se veut actif dans le peuple de Dieu auquel il appartient.

"Dialogue" invite ensuite ses lecteurs à suivre M.M. Pi-chet dans sa présentation de deux textes qui tournent autour d'un problème éprement débattu aujourd'hui. "Dialogue" n'a pas voulu publier séparément les textes de B. Rouse et de R. Geor. Ils étaient très longs et ne considéraient chacun qu'un aspect du problème des rapports entre le message chrétien et l'aménagement de la société. On a préféré en prendre de larges extraits permettant de servir de près quelques éléments majeurs de la solution.

Un texte de Fr. Houtart, sociologue, sur les "Groupes spontanés dans l'Eglise contemporaine" complète ce numéro.

Pouvons-nous demander une fois de plus à nos lecteurs de se faire les propagandistes d'une revue qu'ils apprécient ? Depuis quelque temps, nous avons le compte 3778 à la Banque Commerciale de Kigali. Il sera bon de le signaler à ceux qui ne sont pas encore abonnés à "Dialogue", mais qui lui portent intérêt.

Allocution du Président Kayibanda

à l'ouverture de la Réunion des Diplomates Accrédités au Rwanda
le 19 décembre 1971

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les Ambassadeurs,

Cette réunion n'est pas une réunion extraordinaire au sens spécial du mot.

C'est une réunion qui devrait se faire normalement si tous les ambassadeurs étaient normalement à Kigali d'une façon permanente.

Cependant, Excellences, à la veille d'une année nouvelle, Nous avons jugé utile de Nous réunir comme en famille, pour réfléchir ensemble sur les problèmes internationaux du moment.

Vous le savez, en effet, le monde actuel est en mouvement, aussi bien sur le plan politique, diplomatique que social et économique. Les problèmes de tous ordres se posant en ce moment ne peuvent trouver une solution juste et réaliste que dans le cadre d'une coopération sincère, réaliste et suivie.

C'est dans cet esprit de coopération au sens large du terme, que nous sommes réunis dans cette salle modeste, de notre Ministère de la Coopération Internationale.

NOTRE SENS DE LA "COOPERATION INTERNATIONALE" (1)

Pour répondre à la curiosité légitime de certains, il convient de préciser ici le sens que Nous attachons à la dénomination du Ministère de la Coopération Internationale. Ce n'est pas une innovation que Nous avons voulu introduire, ni surtout pas une singulière originalité.

La vie internationale, depuis déjà un certain nombre d'années, cherche des solutions aux problèmes communs. Si l'on regarde de près les problèmes, très peu se limitent au cadre géographique d'une nation. Le Rwanda, en ce qui le concerne, a voulu, sans prétention aucune, exprimer au grand jour cette réalité, en appelant "Ministère de la Coopération Internationale" Notre Service chargé d'entretenir ce climat de

complémentarité entre les peuples. Diplomatie au sens traditionnel du mot, aide financière, assistance technique, ententes diverses entre pays, tout cela s'exprime mieux par coopération plutôt que par affaires étrangères. Nous pensons que dans le monde d'aujourd'hui, il n'y a plus d'affaires étrangères.

Les objectifs de Notre action internationale sont honnêtes, clairs et réalistes.

Toujours soucieux de favoriser un climat de paix entre les Nations, le Rwanda s'efforce et y a souvent réussi, d'entretenir des rapports harmonieux entre les nations en général, et en particulier avec les pays limitrophes.

Le principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, c'est-à-dire en fait le respect de la souveraineté de chaque Etat, constitue une règle infranchissable pour la République. Nous ne tolérerons jamais par exemple que des mouvements dirigés contre la sécurité d'autres Etats, se forment sur le territoire rwandais.

Se comporter de la sorte c'est, à Notre sens, favoriser la paix. A cet égard, la République Rwandaise se félicite des relations bonnes qu'elle entretient avec chacun de vos pays, et en particulier avec les pays frères limitrophes que sont le Burundi, la Tanzanie, la République du Zaïre et l'Ouganda.

Faire la paix, c'est aussi et d'abord se bien connaître et se respecter mutuellement.

Nous connaissons-nous mutuellement ? La réponse appartient à chacun de nous et chacun de nous aura l'occasion de la donner, au cours de cette prise de contacts ou en d'autres circonstances. Nous avons essayé de notre côté et nous avons d'autre part apprécié certains de vos pays qui ont offert au Gouvernement rwandais des bourses de voyages dans le but de faire connaître leurs pays à nos collaborateurs.

Faire la paix, c'est également désarmer. La République Rwandaise ne considère pas seulement comme menaçant la paix la fabrication des armes de destruction massive. Désarmer c'est convertir les dépenses en armements et les équipements militaires en instruments de lutte contre le sous-développement.

C'est éviter les actes de provocation et d'incitation à la guerre entre les pays pauvres, subtilement entretenus par toutes sortes d'Égoïsmes et de Néocolonialismes. Dans ce jeu, les moins nantis perdent l'essentiel des maigres ressources qu'ils devraient employer à accroître leur niveau de vie.

Faire la paix, c'est éviter la subversion sous toutes ses formes. Faire la paix, c'est éviter les moyens violents et user de la négociation franche et loyale comme voies pour résoudre les conflits entre peuples.

Faire la paix, c'est s'engager dans la coopération. La coopération, que ce soit sous son aspect de la diplomatie traditionnelle, que ce soit sous celui de l'aide extérieure technique ou financière, est devenue le lien pratique qui peut unir les peuples du monde, chacun donnant sa pleine mesure, et dans le respect mutuel.

Cette aide, notons-le, se justifie par le devoir de solidarité entre les peuples. Elle ne doit pas être inspirée par un jeu d'intérêts qui lui retire la pureté d'intention dont elle a besoin, pour atteindre son objectif très élevé.

Parler coopération en termes d'aide peut rendre difficile le dialogue, pourtant nécessaire à son efficacité. Il arrive que celui qui aide supporte très mal le point de vue de celui qu'il assiste. L'assisté, par contre, bien renseigné sur ses besoins, tient, à juste titre, à exprimer son point de vue, ce qui est son droit.

Celui qui comprend bien le sens de la coopération, comme les diplomates qui représentent si dignement vos pays, accepte la nécessité de voir les pays sous-développés dire ce qu'ils pensent. Pour cela, le Rwanda avec les autres pays de sa condition, croit de son devoir d'énoncer certaines lignes d'application de la coopération au développement des pays moins nantis. Et le Rwanda n'a jamais manqué de le faire. Je ne vais donc mentionner que quelques secteurs de la coopération.

QUELQUES SECTEURS DE LA COOPERATION

- La coopération culturelle et scientifique entre les instituts d'enseignement et d'éducation doit se matérialiser par la formation des cadres répondant à nos besoins, et au fait du rythme de l'évolution de la science et de la technologie.
- En ce qui concerne l'aide financière au développement économique et social des moins avancés, l'équilibre du monde exige que les pays développés aident réellement à ramener le niveau de vie des moins développés.
- L'aide multilatérale ou bilatérale, les deux étant nécessaires, devrait promouvoir l'industrialisation, résoudre le problème crucial de l'insuffisance d'infrastructures sociales et économiques. Elle devrait aider efficacement à mettre sur pied l'indispensable infrastructure des transports et des télécommunications.

En ce qui concerne l'assistance technique, les aides bilatérales et multilatérales doivent employer des agents qualifiés pour occuper les postes ne pouvant encore être assurés par des nationaux.

Les agents de l'assistance technique doivent être imprégnés du sens de la coopération.

Ils doivent éviter de céder à la tentation de créer des emplois inutiles ou de satisfaire simplement le besoin de diplômes, d'espionnage, ou de réduction du chômage au seul profit des pays déjà nantis.

- Des organismes internationaux destinés à soutenir réellement les différentes œuvres de promotion générale du monde actuel doivent être encouragés et disposer des fonds nécessaires.

Les interventions des pays développés, sous toutes leurs formes, doivent s'insérer dans le cadre tracé par les plans nationaux des pays. Et quand, pour nous, nous disons que la coopération doit être démocratique, c'est dire qu'elle doit tout mettre au relèvement du niveau de vie des masses populaires, plutôt que maintenir le prestige d'un groupe plus ou moins embourgeoisé.

NOTRE METHODE

Quant à notre méthode, en tout c'est la négociation franche. A l'ambassadeur rwandais il est interdit de perdre du temps dans les vieilles méthodes qui tournaient autour du pot, avec des protocoles infinis; il ne peut non plus utiliser les méthodes condamnées de lancer des bombes pour attirer les réactions ou provoquer des mésententes entre ses interlocuteurs, mais il doit aller tout droit au fait, tout dire les responsables, expliquer clairement le point de vue de son Gouvernement en dégageant et en présentant la conclusion qu'il avance. Il doit accepter la discussion, toujours directe, franche, acceptant les concessions possibles et susceptibles d'aboutir à un commun accord efficace.

Ainsi les mensonges, les divers subterfuges, les corruptions et toutes malométées lui sont interdits en faveur de la négociation claire, directe, comme entre des frères sincères. Il doit tenir la même méthode envers ses collègues.

PROBLEMES PARTICULIERS D'ACTUALITE

Je voudrais, à présent, aborder avec vous un certain nombre de problèmes par leurs d'actualité.

Décolonisation en Afrique Australe

Notre pays veut, en toutes circonstances, la solidarité agissante avec les peuples opprimés, notamment en Afrique Australe. Nous constatons avec regret que les peuples Zambaw, d'Angola, de Mozambique et d'ailleurs continuent de vivre une situation anachronique et inhumaine, parce que privés du droit le plus précieux qu'est la liberté.

Certains peuvent considérer la décolonisation comme une question simplement raciale, qu'il faut, pour le moins, laisser dormir par solidarité avec le frère de race.

Le problème créé actuellement par certains systèmes politico-philosophiques contre toute éthique et toute logique est un problème se posant à la conscience de tout homme. Sa solution par le rétablissement du droit légitime de la majorité opprimée serait un mérite et un bien pour l'humanité entière.

Parmi les méthodes tentées pour résoudre ce problème, il y a, nous le savons, la lutte armée et le dialogue. On s'interrogera sur celle préconisée par le Rwanda. Avant de s'interroger là-dessus, il faudrait savoir que le Rwanda aime l'efficacité dans l'honnêteté. C'est dire que l'une des deux est la plus efficace et la plus honnête.

Notre pays exclut, par principe, la violence de ces méthodes d'action. Si à un moment donné de son histoire, le peuple rwandais a pris les armes pour défendre sa liberté, c'est qu'il y fut obligé et qu'avec une légitime défense, il voyait la victoire au profit des plus faibles. Il n'a alors reculé devant aucun sacrifice; son sens de la modération a fait que cela n'a pas duré. Au-delà des temps révolus, le Rwanda préconise et préconisera toujours la négociation franche et loyale.

En fait de décolonisation, le Rwanda admet que chaque pays africain exprime et adopte ses vues, pourvu qu'elles contribuent réellement à renforcer l'action en faveur des opprimés. Ainsi par exemple, notre pays se garde de condamner les partisans du dialogue avec l'Afrique du Sud, s'ils sont convaincus que telle est la voie la plus efficace pour la libération des opprimés.

S'il faut parler de dialogue cependant, nous précisons, quant à nous que le Gouvernement de Prétoria et de Lisbonne doivent l'engager avec les populations concernées. De cette manière nous verrons un signe indiquant qu'un changement s'amorce dans le système de l'apartheid.

La Chine

Concernant les pays divisés, il y a par exemple : la Chine. Le Rwanda se réjouit du retour de la République Populaire de Chine aux Nations-Unies. L'occasion lui est donnée de jouer son rôle. Elle oeuvre, nous le pensons, au rétablissement de la paix et à la promotion du bien-être des peuples.

On s'est posé la question très précise de savoir qui de Taïpeï et de Pékin nous reconnaissons.

Notre position est claire. Un communiqué officiel a été publié à ce sujet. Il n'y a pas d'équivoque possible, sinon pour des motifs intéressés. Nous reconnaissons l'Etat ayant sa capitale à Pékin. Nous avons décidé de l'établissement des relations diplomatiques avec ce pays. Il enverra son représentant à Kigali quand il le voudra. Il sera reçu sans aucun préjugé comme le représentant d'un Etat souverain.

Dans notre esprit le départ des Nations-Unies du représentant de Taïpeï n'enlève pas à Taïwan sa qualité de nation, s'il veut rester comme telle. Il n'entraîne donc pas nécessairement son départ de Kigali : cela n'a pas été posé comme condition préalable à la décision d'établissement des relations diplomatiques et à l'échange de représentant avec Pékin; cependant que notre sincère souhait serait qu'il n'y ait qu'une Chine.

L'Allemagne

Il y a aussi l'Allemagne. Nous sommes convaincus que les ouvertures venant de l'initiative du Chancelier Willy Brandt sont de nature à conduire à une solution heureuse et efficace du problème allemand. Nous ne dissimulons pas notre satisfaction à l'égard des derniers accords de Berlin. Nous souhaitons qu'ils soient suivis d'effets, et nous souhaitons que ces effets arrivent à une certaine confédération, ou tout simplement à une réunification du peuple allemand.

La Corée

Enfin, la Corée. Nous sommes heureux de noter qu'il n'y a pas, entre les deux parties de ce pays, d'animosités qui puissent constituer un véritable goulot d'étranglement. Nous encourageons tous les efforts tendant à aboutir à une réunification négociée librement.

Bref, Nous pensons qu'une détente doit être amorcée partout où de semblables situations existent. Aussi bien Nous pensons que les intérêts traditionnels que poursuivaient certaines puissances en s'ingérant dans les affaires des peuples commencent à perdre de leur véritable importance. Tout le

monde commence à voir que le respect de la libre détermination des peuples, constitue l'intérêt véritable de l'humanité toute entière.

Pays en guerre

Concernant les pays en guerre, nous tenons à le répéter, la République Rwandaise condamne l'usage de moyens violents. Elle condamne la guerre.

Pour résoudre les problèmes des pays en conflits, le concours des pays en paix est indispensable. Les prises de position dans les organismes internationaux et notamment aux Nations-Unies, doivent être dépouillées de toute animosité et converger justement à la recherche, souvent laborieuse, nous en convenons, des conditions de paix.

Nous demandons nous-mêmes souvent avec insistance aux Responsables de ces pays en guerre de tout faire, pour arriver à une paix juste sans que du sang innocent soit versé.

La crise du Moyen-Orient ne peut trouver une solution que si les armes se taisent complètement pour faire place à la négociation. Celle-ci doit se placer dans le cadre de la Résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations-Unies.

CONCLUSION

Excellences,

En guise de conclusion, Notre action en matière de coopération internationale peut être caractérisée de la façon suivante : elle est directe et franche. Elle ne peut, en aucun cas, être confondue avec cette fausse neutralité voisine de l'indifférence à la nature des problèmes posés.

Notre méthode, pour être discrète parce qu'elle évite les bruits inutiles à la radio et dans les forums internationaux, n'en est pas moins franche et directe. Cette création, nous la considérons comme une règle d'or.

En procédant par voie de négociation, de non violence et à l'abri de pressions diverses, nous croyons faire corps avec les nations éprises de paix, de justice, de respect mutuel et que préoccupe le sort des faibles. Nous nous situons donc en dehors de toute soumission à une quelconque pression idéologique ou économique.

Notre philosophie est simple, mais chargée de sens. C'est la Démocratie. Toute diplomatie, toute aide financière, toute aide technique, bref toute forme de coopération, doit converger vers la promotion des intérêts des masses populaires.

res. C'est cela qui, avec la Paix entre les nations, avec la coopération entre les nations, explique toutes nos attitudes dans l'action internationale.

Aussi, sommes-nous heureux quand nous voyons qu'un diplomate touche la population, essaie de connaître ses vrais problèmes, comme ses joies et ses aspirations réelles. Le diplomate se met ainsi dans une position qui favorise l'accomplissement de son rôle, qui est fondamentalement de contribuer à la vie internationale fraternelle.

Kigali, le 19 décembre 1971

Le Président de la République,

Dr. KAYIBANDA

(1) Les sous-titres sont de Rw. Carref. d'Afrique.

Quand le Président de Tanzanie parle de la pauvreté 1)

Le Président de Tanzanie, Julius K. Nyerere, est un catholique romain, considéré comme le père de sa patrie. Il s'est fait le champion d'une expérience qui se situe idéologiquement entre un capitalisme éclairé et un socialisme marxiste. Il est devenu très rapidement un des porte-parole les plus écoutés de l'Afrique noire. C'est lui qui a créé le mot UHURU, qui signifie liberté, comme slogan politique de l'Etat africain.

Le discours-homélie qui suit a été adressé par NYERERE au Chapitre des Sœurs de Maryknoll, New-York, le 16 octobre 1970. La transcription - qui n'a pas été revue par le président - a été faite, à partir de l'enregistrement sur bande magnétique, par le frère Richard Smith, de la même congrégation de Maryknoll.

La pauvreté n'est pas le problème réel du monde moderne, car nous disposons des connaissances et des ressources qui nous rendent capables d'éliminer la pauvreté. Le problème réel du monde moderne, la réalité qui crée la misère, les guerres et la haine parmi les hommes, c'est la division de l'humanité entre riches et pauvres.

Nous pouvons envisager cette division à deux niveaux. A l'intérieur des nations, il y a un tout petit nombre d'individus qui jouissent d'une immense richesse et auxquels leur immense richesse donne un immense pouvoir. Mais la très grande majorité des gens de ce pays souffrent à des degrés divers de la pauvreté et des privations. Même dans un pays comme les Etats-Unis, on peut constater une telle division. Dans des pays comme l'Inde, le Portugal ou le Brésil, le contraste entre la richesse de quelques privilégiés et l'affreuse misère des masses est un scandale criant. Et si nous considérons le monde entier comme une collection de nations, nous voyons alors le même exemple se répéter : il existe un

très petit nombre de nations très riches qui dominent le monde entier sur le plan économique et donc sur le plan politique, et une masse de nations petites et pauvres dont la destinée, semble-t-il, est d'être dominées. Ce qui est le plus significatif, dans une telle division entre riches et plus pauvres de l'autre, n'est pas simplement le fait qu'un homme a plus de nourriture qu'il ne peut en manger, qu'un homme ne peut en habiter, tandis que d'autres hommes sans qu'il ne peut en habiter, tandis que d'autres hommes ont faim, n'ont pas de vêtements ou de maisons. Ce qui est plus significatif dans une telle division entre riches et plus pauvres, entre nations riches et pauvres, ce n'est pas simplement le fait que l'un possède des ressources lui permettant d'assurer le confort de tous ses citoyens, tandis que l'autre ne peut même pas assurer ce qu'il y a de plus fondamental. Le problème apparaît dans toute sa réalité et dans toute sa profondeur lorsque l'on se rend compte que l'homme qui est riche possède un pouvoir sur la vie de ceux qui sont pauvres; que les nations riches possèdent un pouvoir sur la politique de ceux qui ne sont pas riches. Et plus important encore est le fait qu'un système économique et social, tant au plan national qu'au plan international, sous-tend et soutient ces divisions et les accroît constamment, de telle sorte que les riches deviennent sans cesse plus riches et plus puissants, tandis que les pauvres deviennent relativement toujours plus pauvres et moins à même de contrôler leur propre avenir.

Tout ceci se poursuit, en dépit de tous les discours sur l'égalité humaine, sur la lutte à mener contre la pauvreté et sur le développement. Des riches individus à l'intérieur des nations et des nations riches à l'intérieur du monde ne cessent de devenir toujours plus riches, encore beaucoup plus riches, et ce, bien plus rapidement que les nations pauvres n'arrivent à valloire et à sortir de leur pauvreté. Parfois cela se produit à la suite de décisions délibérées des riches, qui emploient leur richesse et leur pouvoir à cette fin. Mais souvent, et peut-être est-ce la majorité des cas, cela se poursuit de façon toute naturelle, apparaissant comme le résultat d'un fonctionnement normal des systèmes économiques et sociaux que les hommes ont construits pour eux-mêmes, à leur profit. De même que l'eau très rare des contrées très sèches et arides s'écoule en définitive dans l'Océan, qui est déjà plénitude, de même la richesse s'écoule des nations les plus riches, et des individus les plus riches, et tombe dans les mains de ces individus et de ces nations qui sont déjà trop riches. Un homme qui a seulement les moyens de s'acheter une niche de pain par jour contribue à accroître le profit qui s'accumule sans cesse dans les

maines du propriétaire de la boulangerie, en dépit du fait que ce propriétaire a déjà tellement d'argent qu'il ne sait de quelle manière l'employer. Et les nations pauvres qui vendent leurs matières premières sur le marché mondial, s'achètent les machines en vue de leur propre développement, constatent que les prix qu'elles en obtiennent et que les prix qu'elles ont à payer sont les uns et les autres déterminés par les puissances qui régissent ce marché libre, au sein duquel elles sont comme un pygmée qui lutte contre des géants. "A celui qui a, on donnera davantage; mais celui qui n'a rien, on lui prendra même ce qu'il a encore".

Tant au plan national qu'au plan international, cette division de l'humanité entre une minuscule minorité de riches et une immense majorité de pauvres est en train de devenir - et ce très rapidement - parfaitement intolérable pour la majorité, ainsi que cela doit l'être.

Les nations pauvres et les gens pauvres de notre monde sont déjà entrés en rébellion. S'ils n'arrivent pas à obtenir un changement qui les mène vers une plus grande justice, alors la rébellion se transformera en explosion.

L'injustice et la paix sont à la longue incompatibles. La stabilité dans un monde qui change, cela signifie un changement en bon ordre vers une plus grande justice, cela ne signifie pas un respect mécanique du statu quo. C'est ce contexte qui donne toute leur acuité et toute leur urgence à vos délibérations concernant la participation au développement des peuples.

Le but du développement, c'est l'homme. Le développement, c'est la création de conditions tant matérielles que spirituelles qui rendent l'homme, l'homme individu et l'homme comme espèce, capable de devenir meilleur... (Ici, une phrase est incompréhensible. NDR)

Le christianisme demande que chaque homme aspire à l'union avec Dieu en Jésus-Christ. Mais bien que l'Eglise, qui a voulu se centrer sur l'homme, ait évité l'erreur d'identifier le développement avec de nouvelles usines, avec un rendement accru, avec des statistiques montrant un revenu national plus important, l'expérience montre que cette manière de voir, trop souvent hélas, a engendré l'erreur opposée. Car les représentants de l'Eglise ainsi que les organisations d'Eglise ont fréquemment agi comme si le développement de l'homme était une affaire strictement personnelle, une affaire strictement interne qui pouvait être séparée de la société et de l'économie dans lesquelles cet homme vit et gagne son pain.

L'Eglise, très souvent, paraît accepter et tenir pour immuables les cadres sociaux, économiques et politiques du monde

actuel. Là où elle cherche à améliorer des situations intolérables en faisant des actes d'amour et de bonté, celui qui bénéficie de ces actes d'amour et de bonté demeure encore un objet. Mais quand ceux qui sont victimes de la pauvreté et de l'oppression commencent à se comporter comme des hommes et basculent de changer ces conditions, les représentants de l'Eglise se tiennent en retrait, restent en marge.

DÉVELOPPEMENT SIGNIFIE REBELLION

Non seulement aujourd'hui est de vous suggérer la chose suivante : l'Eglise devrait accepter que le développement des peuples, cela signifie rébellion. En un point donné de l'histoire, les hommes ont décidé d'agir contre ces conditions qui restreignent leur liberté d'homme. Ce que je suggère, c'est ce qui suit : si nous ne participons pas activement à la rébellion contre ces structures sociales et ces organisations économiques qui condamnent l'homme à la pauvreté, à l'humiliation et à la dégradation, alors l'Eglise deviendra parfaitement sans intérêt pour l'homme et la religion chrétienne dégénérera en tout un jeu de superstitions acceptées seulement par les gens peureux. Si l'Eglise, ses membres et ses organisations, n'expriment pas l'amour de Dieu pour l'homme en s'engageant et en prenant la tête d'une protestation constructive contre les conditions présentes de l'homme, alors ils seront de plus en plus identifiés avec injustice et persécution. Si ceci se produit, elle mourra et, humblement parlant, elle mérite la mort, parce qu'alors elle ne servirait pas les objectifs que l'homme moderne peut comprendre. Car l'homme vit dans une société. Il n'acquiesce une signification pour lui-même et pour ses compagnons qu'en étant un membre de la société. En conséquence, parler du développement de l'homme, travailler au développement de l'homme, tout ceci doit signifier le développement d'une société de société qui serve l'homme, qui rehausse son bien-être et préserve sa dignité. Le développement des peuples implique que le développement économique, le développement social et le développement politique. Et, à cette période de l'histoire de l'homme, il doit impliquer un mécontentement très certain de Dieu et une volonté de changement. Car la condition présente de l'homme doit être inacceptable à tous ceux qui tiennent la personne individuelle comme une création unique d'un Dieu vivant. Nous disons que l'homme a été créé à l'image de Dieu. Je me refuse d'imaginer un Dieu qui soit pauvre, misérable, un ignorant, un superstitieux, un peureux, un opprimé, et un misérable - ce qui est le destin de la majorité de ceux qu'il a créés à son image.

Les hommes sont leurs propres créateurs; ils sont les créateurs de leurs propres conditions d'existence. Mais dans

les conditions présentes, nous sommes les créateurs non pas de Dieu, mais de nos frères les hommes. Sûrement, à ce sujet, il ne peut y avoir aucune discussion ou contestation parmi les chrétiens. Car l'humanité n'a jamais été aussi unie ni aussi déunie, elle n'a jamais disposé d'un si grand pouvoir pour faire le bien et elle n'a jamais souffert d'une injustice aussi évidente. La capacité de l'homme n'a jamais été aussi évidente, mais également elle n'a jamais été aussi manifestement et aussi délibérément niée.

En termes de technologie, le monde est un. Les hommes ont pu regarder la terre à partir de la lune et ils ont vu son unité. Par avion à réaction, je peux aller de Tanzanie à New-York en quelques heures. Les ondes radio nous permettent de nous parler les uns aux autres, soit pour nous dire des mots d'amour, soit pour nous lancer des insultes, quelques secondes s'écoulant entre la parole de l'un et l'audition de l'autre. On fait des marchandises qui nécessitent des matières premières et l'habilité du monde entier; elles sont alors emballées pour être vendues à des milliers de kilomètres du lieu où elles ont été manufacturées. Cependant, au moment même où l'interdépendance des hommes est sans cesse en train de croître grâce aux avancées de la technologie, la division entre les hommes s'étend à une vitesse qui va toujours croissant. Le revenu national par habitant aux États-Unis est, dit-on, de plus de 3200 dollars par an; en Tanzanie, il est approximativement de 80 dollars par an. C'est-à-dire si l'on prend la moyenne de la Tanzanie, il faudrait à ce pays 40 ans pour gagner ce qu'aux États-Unis on gagne, en moyenne, en une année. Et nous ne sommes pas la nation la plus pauvre du monde. De plus, on a estimé que si dans les pays riches, le revenu par habitant s'accroît d'environ 60 dollars par an, l'accroissement moyen par habitant dans les pays pauvres est de moins de 2 dollars par an. On a aussi estimé que plus de 500 millions d'habitants sur la terre souffrent aujourd'hui de la faim, souffrent de n'avoir jamais assez à manger. En outre, un peuple sur deux de par le monde souffre de malnutrition, de manque de protéines et des nourritures essentielles qui donnent une bonne santé. Et finalement, laissez-moi vous rappeler que même dans les pays les plus riches du monde, la misère et l'oppression de la pauvreté sont l'expérience quotidienne de milliers et même de millions d'individus, de familles et de groupes.

Ainsi, en réalité, le monde n'est pas un. Les nations sont plus divisées actuellement et aussi plus conscientes de leurs divisions qu'elles ne l'ont jamais été auparavant. Si les sont divisées entre ceux qui sont rassasiés et ceux qui ont faim, elles sont divisées entre ceux qui dominent et ceux qui sont dominés, entre ceux qui exploitent et ceux qui

sont exploités. Et c'est la minorité qui est bien nourrie; c'est la minorité qui s'est assurée le contrôle des riches du globe et le contrôle sur ses frères, les hommes.

En outre, de façon générale, cette minorité se distingue par la couleur de sa peau et par sa race. Et les nations dans lesquelles la plus grande partie, la presque totalité de cette minorité vit, portent une caractéristique supplémentaire pour les distinguer : elles ont adopté la religion chrétienne.

Ces choses-là ne peuvent pas continuer et les chrétiens, plus que tous les autres, doivent refuser de les accepter. Car le développement de l'homme et le développement des peuples exigent que le monde devienne un et que la justice sociale remplace l'oppression et les inégalités actuelles. Afin de réaliser cela, il faut un développement économique et une distribution équitable de la richesse. Les nations pauvres, les régions pauvres et les gens pauvres doivent devenir capables d'augmenter leur consommation des biens nécessaires à une vie décente et à une vie de liberté. Car ce qui est exigé, ce n'est pas seulement un accroissement du chiffre du revenu national des pays pauvres; ce n'est pas non plus de dresser la liste des accroissements énormes en ce qui concerne la production agricole ou industrielle.

De nouvelles usines, de nouvelles routes, de nouvelles fermes, etc... sont sans doute essentielles, mais en elles-mêmes, elles ne sont pas suffisantes. La croissance économique doit être de telle nature, être organisée de telle sorte qu'elle bénéficie aux nations et aux gens qui souffrent actuellement de la pauvreté. Ceci signifie que le développement politique et social doit accompagner le développement économique, ou même le précéder. Car si une société n'est pas organisée de telle sorte que les gens contrôlent leur propre économie et leur propre activité économique, alors la croissance économique engendrera des inégalités croissantes, parce qu'elle conduira à une inégalité croissante tant au plan national qu'au plan international.

INDÉPENDANCE SIGNIFIE CONTRÔLE

Ceux qui contrôlent les moyens d'existence d'un homme contrôlent cet homme. Sa liberté est attaquée, diminuée et en lui refuse l'égalité quand il dépend des autres en ce qui concerne le droit de travailler et le droit de manger. Par conséquent, une nation n'est pas indépendante si ses ressources économiques sont contrôlées par une autre nation. Indépendance politique, cela ne signifie rien du tout, si une nation ne contrôle pas les moyens par lesquels ses citoyens

peuvent gagner leur vie. En d'autres termes, le développement des peuples ne suit le développement économique que si ce dernier est réalisé sur la base de l'égalité et de la dignité humaine de tous ceux qui y sont impliqués. Et la dignité humaine ne peut être donnée à un homme par pure condescendance de la part des autres; au contraire, elle peut être détruite si elle est octroyée par la bonté, émanant d'un acte de charité. Car la dignité humaine implique l'égalité, la liberté et des relations de respect mutuel entre hommes. En outre, elle répond d'une responsabilité exercée et d'une participation consensuelle à la vie de la société dans laquelle l'homme se meut et travaille. La structure totale des sociétés nationales et de la société internationale est donc en rapport avec le développement des peuples. Et il n'y a que peu de sociétés dont on peut dire actuellement qu'elles servent dans ce but, car elles sont peu nombreuses - peut-être n'y en a-t-il aucune ? - qui à la fois acceptent de servir la justice sociale, et sont organisées pour cela, quand il s'agit de ce que l'on a appelé la révolution des espérances qui se lèvent.

Certainement, il est difficile de prétendre que les sociétés dans lesquelles l'Eglise catholique travaille et où elle exerce le plus d'influence, sont organisées afin d'atteindre la justice sociale. Il est impossible de démontrer que cette société sert la justice sociale, et que c'est par le capitalisme que les plus grandes avancées dans le domaine technologique et dans la croissance économique ont été réalisées. Mais les décisions concernant le genre de biens qu'il faut produire et la manière de les produire sont prises par un tout petit nombre de gens, qui ont réussi à prendre le contrôle de notre terre et de notre capital. Le facteur déterminant, dans toutes leurs prises de décision, est soit l'activité qui rapportera la plus grande marge de profit, soit le pouvoir, soit le prestige qui leur en reviendra en tant que propriétaires de la terre et du capital.

Les besoins de l'humanité sont seconds, si tant est qu'on les prenne en considération. Il n'y a aucun profit à construire des maisons bon marché; aussi on ne les bâtit pas. Il n'y a pas d'argent pour construire des écoles et des hôpitaux mais on peut construire des appartements luxueux et faire de six rueilles des chemins à grande circulation. Pour ces choses, on peut trouver de l'argent. Le résultat en est qu'un tout petit nombre d'hommes vivent dans un immense luxe, utilisant les richesses produites par les autres hommes pour assavoir leur propre grandeur ou pour assurer leur propre pouvoir. Dans le même temps, des masses d'hommes, de femmes et d'enfants, sont réduits à la mendicité, à la saleté et à la misère, à l'humiliation de cette maladie et de cette in-

sécurité destructive de l'âme, qui jaillit d'une pauvreté qui leur est imposée.

seigneur tout à fait clair à ce sujet. Si l'Eglise s'intéresse à l'homme en tant qu'individu, elle doit aussi exprimer son intérêt pour lui par l'intérêt qu'elle prend à cette société dont les individus sont membres. S'ils sont traités comme des animaux, ils agiront comme des animaux. Si on leur refuse la dignité humaine, ils agiront sans aucune dignité. Si se la dignité humaine, ils agiront sans aucune dignité. Si ils sont traités seulement comme des moyens de production, ils ont peut en définitive se passer, ils deviendront seulement des gens dont l'idéal de vie sera de faire le moins de travail possible, trouvant ainsi dans le vice l'illusion du bonheur et de la fierté. En conséquence, afin de réaliser son but premier qui est d'amener les hommes à Dieu, l'Eglise doit chercher à assurer que les hommes puissent avoir le droit d'être tant dans leur vie que dans leur travail. Elle doit elle-même devenir une force de justice sociale, et elle doit travailler avec toutes les autres forces prônant la justice sociale, partout où elles existent et quel que soit le nom qu'elles portent. En outre, l'Eglise doit reconnaître que les hommes ne peuvent progresser et ne peuvent grandir en dignité qu'en travaillant pour eux-mêmes et qu'en travaillant ensemble pour le bien commun. L'Eglise ne peut pas haïsser un homme; elle ne peut qu'aider à assurer les conditions et les chances pour cet homme de se hausser lui-même en co-opérant avec ses frères.

QU'EST-CE QU'UNE VIE DE SERVICE ?

Qu'est-ce que cela signifie pour ceux qui consacrent leur vie au service de l'Eglise ? Tout d'abord, ceci signifie que la bonté, la condescendance ne suffisent pas, que la pitié ne suffit pas, que la charité ne suffit pas. Les gens qui aujourd'hui souffrent de la pauvreté, qu'ils soient dans le tiers-monde ou qu'ils habitent dans le monde développé, ont besoin d'être aidés à se fortifier eux-mêmes. Ils ont besoin qu'on leur donne confiance dans leur propre capacité à prendre le contrôle de leur propre existence, et ils ont besoin d'être aidés à prendre ce contrôle et à l'utiliser eux-mêmes à leurs propres fins. Ils ont besoin d'une unité et d'une unité qui soit significative. C'est important pour l'Eglise aussi bien que pour l'humanité. Car, à moins que les hommes ne soient en état de faire des choix affectifs, très peu d'entre eux deviendront chrétiens, si ce n'est que de nom. Le fait de s'inscrire dans une Eglise, d'en devenir membre, ne sert qu'une autre méthode pour eux d'essayer d'échapper à la conscience de leur misère. Si vous préférez, la religion devient une sorte d'opium du peuple. Tout ce qui em-

pêche un homme de vivre en toute dignité et décence doit donc être attaqué et combattu par l'Eglise et par ses ouvriers. Car il n'y a en fait aucune sainteté dans une pauvreté qui est imposée. Et, bien que l'on puisse trouver des saints aussi dans les taudis, nous ne pouvons pas conserver les taudis afin qu'ils engendrent des saints. Un homme qui a été démocratisé par les conditions dans lesquelles il est obligé de vivre n'est d'aucune utilité ni pour lui-même, ni pour sa famille, ni pour sa nation. S'il peut être de grande utilité pour Dieu, ce n'est pas à moi d'en juger.

L'Eglise doit aider les hommes à se révolter contre les taudis - elle doit les aider à faire cela de la manière la plus efficace qui se puisse faire. Mais, par-dessus tout, l'Eglise doit clairement et ouvertement combattre toutes les institutions et tous les groupes de pouvoir qui contribuent à l'existence et au maintien de ces taudis matériels et spirituels, sans égard aux conséquences possibles pour elle ou pour ses membres. Et, quelles que soient les circonstances, l'Eglise doit travailler avec les gens aux tâches positives de construire un avenir fondé sur la justice sociale. Elle doit participer activement et lancer, soutenir et créer les changements qui s'avèrent nécessaires et qui inévitablement auront lieu un jour. C'est seulement en faisant cela que l'Eglise peut espérer réduire la haine et promouvoir sa doctrine d'amour pour tous les hommes. Son amour doit s'exprimer dans des actions contre le mal et pour le bien. Car si l'Eglise accepte le mal établi, elle s'identifie elle-même, et la religion chrétienne tout entière, avec l'injustice.

En second lieu, les membres de l'Eglise doivent travailler avec les gens. Il peut paraître bizarre de dire cela aux sœurs de Maryknoll, mais il est important que nous soulignons le travail avec et non seulement le travail pour. Car ce n'est pas la tâche des dirigeants religieux que de dire aux gens ce qu'ils devraient faire. Ce qui s'avère nécessaire, c'est de partager avec eux sur la base de l'égalité et de la commune humanité. C'est seulement en partageant le travail, les privations, les connaissances, les persévérations et le progrès des gens que l'Eglise peut contribuer à leur croissance. Et ceci signifie un partage dans tout le sens du terme, en tant que membres les uns des autres. Car si l'Eglise n'est pas partie prenante de notre pauvreté, partie prenante de notre lutte contre la pauvreté et l'injustice, alors elle ne fait pas partie de nous-mêmes.

Je pense aussi qu'une autre fonction des membres religieux qui doit changer concerne le travail dans les services sociaux. En de nombreuses régions du monde, et tout parti-

culièrement en Afrique, l'Eglise catholique a bâti ses propres écoles et ses propres hôpitaux. Ceci a été d'un prix inestimable. Elle a assuré l'enseignement et les soins médicaux à ceux là où, sans elle, il n'y aurait rien du tout. Mais je crois que de telles dispositions ne devraient être que des mesures provisoires, et que partout où c'est possible, les membres de l'Eglise doivent travailler avec et dans les organisations créées et contrôlées par les gens eux-mêmes. Les sœurs et les frères devraient travailler dans les hôpitaux d'état et être infirmières ou infirmiers dans les districts d'état. Ils devraient être des infirmiers de district dans le cadre national ou régional, dans les structures d'une ville. En adoptant cette sorte de politique partout où c'est possible, l'Eglise montrera que son but n'est de servir les gens et non de les contrôler. En séparant les prestations de service de ses activités évangéliques, l'Eglise fera clairement apparaître qu'elle désire que la conversion des hommes au christianisme surpasse d'une conviction profonde et ne vienne pas de la crainte ou de la contrainte d'une dette à acquitter.

En dernier lieu, je crois que les membres des organisations religieuses doivent encourager et aider les gens à coopérer entre eux en toute action qui s'avère nécessaire pour leur développement. Ce que cela signifiera dans la pratique variera de pays à pays et d'une région d'un pays à une autre. Parfois cela signifiera aider les gens à former leur propre syndicat (et non pas des syndicats catholiques), des syndicats de travailleurs sans égard à la religion. Parfois cela signifiera que les chefs de l'Eglise s'engageront eux-mêmes dans les mouvements nationalistes, dans les mouvements en faveur de la liberté, prendront part à ces mouvements. Parfois cela signifiera travailler en opposition avec les autorités établies. Tous ces cela signifiera que l'Eglise est du côté de la justice sociale, aidant les hommes à vivre ensemble, à travailler ensemble pour le bien commun. Admettons que jusqu'à présent la conduite de l'Eglise en ce domaine n'a pas toujours été bonne. Les pays que nous considérons immédiatement comme des pays catholiques ne sont pas ceux où les gens jouissent de leur dignité humaine, où la justice sociale l'emporte; ce ne sont pas des pays où l'on constate une très grande croissance économique. L'Eglise n'est pas sans influence en Amérique latine, et j'ai déjà dit qu'un tiers de tous les catholiques du monde vivent dans ce sous-continent. Cependant, nous n'associons pas cette partie du monde avec les mots de progrès et de justice sociale. Au contraire, les conditions de pauvreté, d'exploitation et de misère en Amérique latine sont trop connues pour qu'il soit nécessaire que j'en fasse le commentaire. L'Espagne, où

L'Eglise est puissante, n'est pas le modèle exemplaire de la liberté et de la justice. Il n'est pas absolument hors de propos de mentionner le fait que l'Italie et la France sont les pays qui connaissent les partis communistes les plus nombreux du monde occidental. Tout ceci n'est qu'un constat de fiasco de la part de l'Eglise catholique, de ses chefs et de ses membres.

LA REDEMPTION DE L'EGLISE

Il y a des prêtres et parfois des évêques, en de nombreux pays d'Amérique du sud; il y a des religieux frères et des prêtres séculiers en Espagne, il y a des prêtres et des évêques en Rhodésie et en Afrique du sud et en d'autres parties du monde, qui travaillent avec les gens et qui parlent au nom des gens. Certains de ces prêtres ont été assassinés; d'autres ont été emprisonnés; d'autres torturés; certains, malheureusement, ont été démis de leurs fonctions ou transférés en d'autres postes et endroits par la hiérarchie de l'Eglise; mais tous ces prêtres rachètent la réputation du catholicisme et du christianisme organisés; ils montrent ce qui peut être fait, ce qui doit être fait; même si c'est au prix de grands sacrifices. Leur travail est d'un petit nombre. Mais nous devons admettre qu'ils sont en trop petit nombre et qu'il y a un fort retard à rattraper. Car jusqu'à ces tout derniers temps, l'Eglise faisait silence sur les grands problèmes de l'humanité - ou bien même se mettait du côté de ceux dont le souci exclusif est leur propre pouvoir et l'accumulation des richesses. Même maintenant en dépit des enseignements de Jean XXIII et de Paul VI, en dépit des discussions qui ont eu lieu à Vatican II, la pratique la plus courante dans l'Eglise, c'est de soutenir l'ordre établi sans considérer la portée d'un tel acte. C'est dans la pratique que nous devons désormais opérer des changements. Car ces individus, hommes et femmes d'Eglise, qui travaillent pour une plus grande justice sociale, ont besoin d'un soutien et du réconfort de l'Eglise tout entière dans leurs souffrances pour suivre les enseignements du Christ. Ils agissent selon la voix de leur conscience et, en agissant ainsi, ils nous montrent la route à suivre. Mais trop souvent, tous ces gens trouvent qu'ils travaillent trop à l'écart, isolés, de leurs frères catholiques. Ils pensent que l'Eglise tout entière ne s'est pas encore engagée elle-même en faveur de la justice, ici-bas, sur terre. Dans les colonies portugaises, en Afrique, nous voyons la même chose. Depuis des siècles, sans élever la moindre protestation, l'Eglise a accepté le travail forcé, la torture, la domination étrangère. Même à l'heure actuelle, l'Eglise refuse de parler contre le colonialisme et l'oppression au Mozambique, en

Méjols et en Guinée. Il est vrai que dans les derniers mois, Jean XXIII et Paul VI ont reçu en audience trois des dirigeants nationalistes, mais ce n'est qu'un commencement. A moins que nous ne soyons suivis de paroles très claires et d'action, la déshumanisation de l'Eglise catholique avec la tyrannie portugaise, continuera.

Je ne demande pas que l'Eglise abandonne ses fonctions ou se laisse identifier avec les partis politiques, avec des doctrines politiques particulières. Au contraire, ce que je viens de dire revient à demander à l'Eglise de cesser de se laisser identifier elle-même avec des groupes de puissance économique ou politique injustes. Car l'Eglise souhaite s'identifier avec la poursuite de la justice sociale, et c'est ce que je vous demande de promouvoir. Les pauvres et les opprimés devraient venir à vous, non point pour obtenir des sermons, mais pour obtenir une aide et un soutien contre l'injustice.

Il est nécessaire de reconnaître cependant que d'autres personnes, non chrétiennes ou non catholiques, travaillent aussi actuellement à promouvoir la justice sociale. Nous n'avons pas le monopole de la vertu, et nous ne devons pas avoir peur de cela. Au contraire, nous devons souhaiter la venue à nos travailleurs pour la justice. Il n'est pas nécessaire d'être d'accord avec tout ce qu'un homme dit ou croit pour travailler avec lui à des projets particuliers ou dans des secteurs particuliers d'activité sociale. L'Eglise doit se lever pour défendre ce qu'elle croit juste. C'est sa justification même et son but. Mais elle devrait s'efforcer d'accueillir tous ceux qui sont du même bord, sans égard pour les individus ou les groupes auxquels alors elle s'oppose. Un bien ne devient pas un mal si c'est un communisme qui dit que c'est un bien. Et le mal ne devient pas le bien si c'est un fascisme qui le soutient. Exploiter les pauvres ne devient pas la bonne chose à faire parce que les communistes disent que c'est là une mauvaise chose. Produire en vue du seul profit au lieu d'aller à la rencontre des besoins humains ne devient pas quelque chose de juste, parce que les communistes disent que cela mène à l'injustice. Organiser une société de telle manière que les gens vivent ensemble, travaillent ensemble à leur bien commun ne devient pas un mal, parce que cela s'appelle socialisme. Un système basé sur la cupidité et l'égoïsme ne devient pas bon parce qu'il porte le label de la libre entreprise. Que l'Eglise choisisse pour elle-même ce qui est bien et ce qui est mal en accord avec les principes chrétiens, et qu'elle ne soit pas impressionnée par ce que d'autres groupes ou individus font ou disent. Mais qu'elle travaille avec tous ceux qui sont d'accord avec son jugement.

Alors le Seigneur dira à ceux de la droite : "Venez, les bents de mon Père, recevez en héritage le royaume qui vous a été préparé depuis la fondation du monde. Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire; j'étais un étranger et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu, malade et vous m'avez visité, prisonnier et vous êtes venus me voir. Alors les justes lui répondront : Seigneur, quand nous est-il arrivé de te voir affamé et de te nourrir, assoiffé et de te désaltérer, étranger et de t'accueillir, nu et de te vêtir, malade ou prisonnier et de venir te voir ? Alors le Seigneur leur fera cette réponse : En vérité je vous le dis, dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait".

Nous savons que nous sommes des hommes fallibles et que notre tâche est de servir et non de juger. Cependant, nous acceptons dans l'Eglise, pourvu seulement qu'ils viennent à la messe chaque dimanche et qu'ils paient leur dîner du culte et fassent des offrandes pour les œuvres missionnaires, ceux qui créent et maintiennent le système politique et économique actuel. Mais c'est un système qui a mené des millions d'êtres humains à la faim, à la soif, à vivre nus. C'est un système qui fait que les gens sont étrangers dans leur propre pays parce qu'ils sont pauvres, sans pouvoir, opprimés. C'est ce même système qui condamne des millions d'hommes à des maux qu'on pourrait éviter, et qui met en prison les hommes qui ont le courage de protester. Quel droit avons-nous alors de rejeter ceux qui servent l'humanité, pour cette seule raison qu'ils n'acceptent pas le leadership de l'Eglise catholique ou bien refusent de reconnaître la divinité de Jésus-Christ ou l'existence de Dieu ? Quel droit avons-nous de penser que le Seigneur tout puissant ne tient pas compte de ceux qui se sont voués au service de ces millions de ses fils qui ont fait et seif de justice, pour la seule raison qu'ils ne font pas cela en son nom ? Si Dieu demandait à tous les naufragés de cette terre : "Queils sont vos amis ?", sommes-nous sûrs de savoir quelle réponse ils feraient ? et est-ce que cette réponse est hors de propos, sans importance pour ceux qui cherchent à servir Dieu ? "Ce ne sont pas ceux qui disent : Seigneur, Seigneur !", qui entreront dans le royaume des cieux, mais ceux qui font la volonté de mon Père qui est dans les cieux. Ce sont eux qui entreront dans le royaume des cieux. Beaucoup viendront et me diront en ces jours-là : Seigneur, o' coup viendront et me diront en ces jours-là : Seigneur, o' chassé les démons et que nous avons fait des miracles. Et alors je leur répondrai : Je ne vous connais pas, allez-vous en loin de moi, maudits."

Mais ce n'est pas tout. De même que nous ne devons pas avoir peur de travailler avec des gens de convictions religieuses différentes ou bien même qui n'en ont pas, de même nous ne devons pas nous laisser effrayer par les nouvelles idées, par les nouvelles organisations, par les nouveaux plans ou par les nouvelles manières de voir. Le monde a besoin de nouvelles idées, de nouvelles organisations, tout son de nouvelles idées, de nouvelles manières d'appliquer ces vérités dans le monde technologique du vingtième siècle. C'est le travail de l'Eglise que de trouver ces nouveaux changements ou de les reconnaître quand ce sont d'autres personnes qui les indiquent. La peur de l'avenir, la peur des besoins de cet avenir ne font pas partie du christianisme. Notre christianisme est une foi vivante ou si vous préférez, une foi révolutionnaire. Car la foi sans l'action est stérile et l'action sans la foi est dénuée de toute signification. "Je suis venu pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en abondance".

UN APPEL A L'EGLISE

Tout ceci ne signifie rien d'autre qu'un appel lancé à l'Eglise, afin qu'elle reconnaisse la nécessité d'une révolution sociale et qu'elle joue dans celle-ci un rôle de meneur. Car c'est un fait historique : presque toutes les révolutions sociales, qui ont eu lieu dans le monde et qui ont été couronnées de succès, ont été le fait de gens qui étaient eux-mêmes les bénéficiaires du système qu'ils désiraient et transformer à remplacer. Maintes et maintes fois, des membres des classes privilégiées ont rejoint et souvent conduit les pauvres et les opprimés dans leur révolte contre l'injustice. C'est la même chose qui doit arriver maintenant. Dans les pays riches, ceux qui ont bénéficié de la chance de l'ennement, de la bonne santé et de la sécurité, doivent être préparés à se dresser et à demander justice pour ceux à qui jusqu'à présent on a refusé ces choses. Là où les pauvres n'ont pas encore commencé de le faire, c'est la responsabilité même de ceux qui ont joui d'une grande chance en ce qui concerne le développement, que de sortir les pauvres du matérialisme produit par la pauvreté. Et je dis que les chrétiens doivent être les gens les plus en vue parmi ceux qui essaient ainsi. Et je dis que l'Eglise devrait chercher à accroître le nombre et les pouvoirs de ceux qui relèvent d'acquiescer à un ordre injuste établi. La même chose est valable en ce qui concerne le plan international. Les pays pauvres et arriérés commencent à élever la voix et à protester contre les conditions présentes. Je dis que l'Eglise devrait rejoindre ces nations et que, si possible, elle aide à accroître leur nombre. Je dis que l'Eglise devrait être

partie prenanre de ce groupe de nations et d'institutions qui rejettent la domination par les riches au seul bénéfice des riches. Et ce devrait être le rôle des membres de l'Eglise dans les contrées riches que d'élargir le groupe de ceux qui sont opposés à l'exploitation internationale des pauvres et à l'oppression des faibles. C'est seulement par son activité dans ce domaine que l'Eglise peut justifier sa présence dans le monde moderne. Car le but de l'Eglise, c'est l'homme, sa dignité et son droit à se développer lui-même dans la liberté. Au service du développement de l'homme, une institution, ou bien même toutes les institutions de n'importe quelle société particulière, doivent être sacrifiées si nécessaire. Car les institutions humaines, l'Eglise y comprise, ont été établies pour servir l'homme. Et c'est l'institution même qu'est l'Eglise, à travers ses membres, qui devrait mener l'attaque contre toute organisation et contre toute structure économique, politique ou sociale qui oppriment l'homme et qui lui retiennent le droit et le pouvoir de vivre comme fils du Dieu d'amour. Dans les pays pauvres, l'Eglise a le même rôle à jouer. Elle doit être constamment et activement du côté des pauvres et de ceux qui ne jouissent d'aucun privilège. Elle doit conduire les hommes vers Dieu en se joignant à eux pour attaquer les injustices et les privations dont ils souffrent. Elle doit coopérer avec tous ceux qui sont engagés dans cette oeuvre. Elle doit rejeter toute alliance avec ceux qui représentent Mammon et coopérer avec tous ceux qui travaillent au service de l'homme. Ses membres doivent aller et se présenter comme des serviteurs de ce monde, comme des hommes et des femmes qui désirent partager leurs connaissances et leurs dons avec ceux qu'ils reconnaissent comme leurs frères et leurs soeurs en Christ.

Mes amis, il y a eu une époque où l'Eglise chrétienne était persécutée et où ses membres étaient tenus en mépris et déshonneur. Est-ce que les sociétés dans lesquelles l'Eglise catholique travaille aujourd'hui sont si justes et si bien organisées en fonction du service de Dieu et du service de l'homme, qu'il ne soit plus nécessaire de risquer d'être de façon toute semblable rejeté, alors que l'on poursuit la justice sociale ?

Je ne le crois pas. Je crois avec le P. Teilhard de Chardin qu'un chrétien peut souffrir la persécution avec joie afin que par là le monde devienne plus grand. Il ne peut plus désormais accepter de mourir sous l'inculpation de bloquer la croissance de l'humanité.

Pour finir en guise de conclusion, il convient de citer l'encyclique de Paul VI sur le développement des peuples :

"Si quelqu'un jouissant des richesses de ce monde voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui ?... Ce n'est pas de ton bien, affirme Saint Ambroise, que tu fais largesse au pauvre, tu lui rends ce qui lui appartient. Car ce qui est donné en commun pour l'usage de tous, voilà ce que tu t'arroges... C'est dire que la propriété privée ne constitue pour personne un droit inconditionnel et absolu. Nul n'est fondé à réserver à son usage exclusif ce qui passe son bien, quand les autres manquent du nécessaire...."

"... Combattre la misère et lutter contre l'injustice, c'est promouvoir, avec le mieux-être, le progrès humain et spirituel de tous et donc le bien commun de l'humanité. La paix ne se réduit pas à une absence de guerre, fruit de l'équilibre toujours précaire des forces. Elle se construit jour après jour dans la poursuite d'un ordre voulu de Dieu, qui comporte une justice plus parfaite entre les hommes."

LES QUESTIONS POSEES ET LES REPONSES DONNEES PAR J. MYERRE
A L'ISSUE DE SON EXPOSE AUX SOEURS DE MARYKNOLL, NEW-YORK,
16 OCTOBRE 1970.

Question 1

Quelle est la place et le rôle de l'Eglise et des Missionnaires expatriés dans votre plan de développement ?

Réponse

Laissez-moi d'abord répondre d'une façon négative. Dans un certain sens un étranger ne sait rien faire, car le "développement" concerne d'abord les gens du pays.

Nous devons partir du fait que les gens du pays savent ce qu'ils veulent et puis nous pouvons parler du rôle de l'Eglise dans l'optique que le peuple se propose.

Dans un pays comme la Tanzanie, l'Eglise n'est plus une église missionnaire dans le sens traditionnel. C'est "notre Eglise", c'est une église locale, c'est l'Eglise de la nation. Et c'est ainsi que nous disons en toute franchise à nos évêques : "vous devez être avec nous". Vous ne pouvez pas vous mettre à l'écart et dire : "Julius et ses gens s'occupent à changer le pays". Vous vous mettez à distance et vous nous regardez, comme si vous n'étiez absolument pas

concernés. Ceci arrive très souvent. Nous parlons pour le moment d'un changement social. Nous changeons nos institutions.

Dans un certain sens nous bouleversons tout le pays. Nous croyons que nous sommes dans le bon, car les institutions dont nous avons fait héritage, ne nous conviennent pas. Nous devons créer de nouvelles conditions de vie. L'Eglise, du fait que nous parlons un langage nouveau, se dit "Regardez-moi ces gens, où veulent-ils en arriver ?" Vous voyez, l'Eglise se met sur une position de réserve, et nous regarde.

Les évêques me disent : "Malimu il faut absolument que nous nous entendions". Alors je leur dis : "Messieurs, lorsque vous parlez de l'Eglise, de quelle église s'agit-il ? Parlez-vous d'abord de la Hiérarchie ou bien parlez-vous des chrétiens ? Si vous parlez des chrétiens, alors je suis un des leurs ! Je suis chrétien et c'est ainsi que je me sens d'Eglise".

Et je leur demande : "Combien de catholiques y a-t-il en Tanzanie ?" "Il y en a trois millions". Je leur dis : "Savez-vous que ces trois millions sont en train de changer, ils changent très fort pour le moment, et c'est de ce changement que nous parlons. Où allez-vous vous mettre, vous et votre Eglise au moment où nous sommes en train de changer ?"

Par conséquent tout d'abord retenons que nous sommes une Eglise locale. Nous essayons avec tous les moyens de persuader, de convaincre l'Eglise locale, d'accepter ce mouvement en faveur d'une justice sociale, en leur disant qu'elle en fait partie, comme elle est une partie de nous-mêmes. L'Eglise doit comprendre cela.

Parlons maintenant des missionnaires. Ils arrivent et tâchent de s'intégrer. Nous les acceptons, et je puis vous assurer que je les accepte à condition qu'ils s'engagent dans les options que le peuple se choisit. L'Eglise a sa façon de juger "si ces options sont acceptables ou pas". Si vous voyez que dans notre système nous faisons des injustices, en tuant ou en persécutant des gens, vous jugerez que c'est inacceptable.

Mais si ces gens créent des coopératives, et sont en train de construire une société où tout le peuple peut vivre en paix, ensemble, alors vous devez dire que c'est bien. Je crois que l'Eglise a le droit de donner son opinion sur ce qui est bon ou mauvais. C'est ce qu'elle fait d'ordinaire. Mais ce qu'elle ne fait pas c'est de donner sa confiance au peuple qui fait un effort de changement. L'Eglise sait que ce que nous faisons est dans la ligne du progrès, mais, pense-t-elle, "ces gens sont des communistes, et ça c'est la fin de tout !" C'est le cauchemar du communisme ! Et pourtant

si l'Eglise croit que notre action est bonne, alors elle n'a pas le droit de se mettre à l'écart. Et les missionnaires doivent s'y engager.

Il est assez facile pour nous, Africains, de définir ce que nous désirons faire. C'est facile de l'exprimer, mais c'est plus difficile de le réaliser, car nous n'avons pas encore les gens pour le faire. Nous avons besoin d'aide.

Nous avons besoin de religieuses. Mais je ne vous dis pas : "venez et prenez en main notre révolution". Non, je vous dis : "venez et participez à notre révolution". Mais je désire aller plus loin, je vais de fait un peu plus loin. Nous savons que le colonialisme est un mal. C'est réellement un mal.

Il y a 20, 40, 50 ans, on pouvait encore dire : "vous savez, les nations européennes font un travail de civilisation, laissez-les civiliser nos gens". Tout cela semblait possible. Mais ce n'est plus vrai en 1970. Nous ne pouvons plus dire : "laissez-les civiliser". Maintenant la plupart parmi nous sont conscients que c'est mauvais. Et même si nous croyons que c'est encore admissible, le peuple ne l'acceptera plus.

Mais je vais plus loin. Supposons que vous êtes dans un pays sous domination coloniale. Le peuple n'y est pas organisé, et vit sous l'empire de la peur. Je vais plus loin. Je pourrais très bien comprendre une religieuse qui - après sa leçon de catéchisme - dirait à certains de ces gens : "Que pensez-vous, vous autres, d'une indépendance ? Vous ne semblez pas vous organiser à cette fin. Pourtant il y en a d'autres qui le font." Je sais que l'Eglise sait reconnaître ce qui est bon et ce qui est mauvais. Mais je veux dire ceci : c'est plus facile de travailler pour la bonne cause dans des pays comme le mien, précisément parce que les gens savent ce qu'ils veulent et qu'ils invitent l'Eglise à y participer.

Question 2

Monsieur le Président, voulez-vous nous tracer les grandes lignes de votre projet de développement ?

Réponse

Monsieur Myerere retrace ici les grands points de la Déclaration d'Arusha, qu'on peut lire e.a. Dialogue No 25 - Mars 1971, p. 14 ss.

Question 3

Nous voudrions savoir comment nous pouvons participer à cette vie communautaire, qui est le point central de votre programme ?

Réponse

Allez vivre avec les gens. Ceci dépasse naturellement de loin les possibilités de chaque individu dans l'Eglise, c'est un problème qui concerne toute l'institution.

N'oubliez pas que nos catholiques, pris individuellement sont très pauvres. Mais l'Eglise comme telle apparaît comme très riche, cette puissance extérieure de l'Eglise me trouble et m'agace parfois. Elle aime tellement les "pompes" et les "rémonies". Et tout cela semble plus important que tout le reste. Je parle naturellement de ce que je constate en Tanzanie. J'ai eu des entretiens avec des évêques africains, je leur ai parlé de la constitution de ces communautés où notre peuple vivrait ensemble pour le bien commun. J'ai parlé trois heures, tout en essayant de leur faire comprendre ce que nous tâchons de faire.

Cela n'aurait pas dû être nécessaire, surtout pas à des évêques africains. Je n'aurais pas dû me sentir obligé de parler si longtemps pour leur expliquer que c'est, après tout, une très bonne chose de faire travailler nos gens ensemble.

Ils m'ont posé plusieurs questions, ils m'ont demandé "comment faire" ? Je leur ai dit : "vivez avec le peuple". Ils m'ont demandé : "comment vivre avec le peuple ?" J'ai répondu : "prenez une leçon chez les Musulmans. Les Musulmans ont aussi des enseignants religieux. Les Arabes ne sont pas venus chez nous comme les missionnaires, ils n'ont pas construit des missions. Ils sont venus et ils ont regardé et ils ont décidé d'aller vivre avec les gens..."

... Les missionnaires nous observent de loin et nous les observons de loin. Pas d'importance, nous allons quand même assister à la messe. Après cela nous retournons "chez nous". Petit à petit vous arrivez à avoir des prêtres africains et eux aussi vont s'installer dans les "missions" et ils y restent. Ce sont des prêtres séculiers, ils n'appartiennent pas aux "congrégations". Le Cardinal m'a même fait remarquer que tous les prêtres africains sont des "séculiers". Je lui ai dit que c'est très bien, ils ne font pas partie des congrégations mais quand même ils habitent dans les missions.

Je reviens sur l'idée que l'Eglise n'est plus une Eglise missionnaire, c'est l'Eglise de Tanzanie. Alors j'ai dit aux évêques africains : "Dans le temps nous avions des missions. Allez-vous continuer ce système des "postes de mis-

sion" ? Est-ce que ces endroits ne devraient pas appartenir à la "communauté" ? Vous disposez à ces endroits de services que les missionnaires ont créés pour eux-mêmes. Est-ce que ces commodités ne pourraient pas servir aux villageois ? Les évêques ne semblent pas m'avoir compris. L'un d'eux m'a dit : "Soyez franc, vous voudriez que nous convertissions nos postes de mission en villages communautaires ?" comme si ce que je leur suggérais était une chose impensable...

Pourquoi les prêtres préfèrent-ils rester dans les missions ? Ils s'habituent à un train de vie passablement confortable et ils s'habituent ainsi à l'idée qu'un prêtre doit vivre un peu à distance du peuple, et le peuple devient ainsi presque une forme de contamination. Oui, oui, vous désirez vivre à distance pour ne pas être contaminés, et vous oubliez que par votre vie artificielle vous vous éloignez de plus en plus du "mode de vie" du peuple.

Je parlais à un prêtre africain et il me dit : "Vous nous demandez d'aller vivre avec les gens au village et vous nous dites que vous désirez que nous travaillions". Je lui ai répondu : "Evidemment que je désire que vous travailliez ! Si vous habitez le village, vous n'allez pas dire votre messe toute la journée durant. Ceci est très sérieux." Ce prêtre africain me répondit : "Vous voudriez que nous travaillions la terre, mais ce travail concerne les gens simples". Il faut que je vous dise tout cela, et je ne désire pas généraliser, mais je me demande comment un prêtre peut parler de cette façon. Sommes-nous bien en 1970 ? Je lui ai répondu : "Father, vous parlez de gens simples, vous semblez oublier que Jésus était un charpentier. Comment pouvez-vous déprécier ainsi le travail de la terre ? Pourtant vous mangez aussi du riz."

Voilà mes sœurs, si vous me demandez comment vous pouvez participer à la pauvreté du peuple, je vous dis allez vivre avec eux. Vous avez construit et vécu dans des missions. Maintenant, je tâche de convaincre les évêques en leur disant : "Je vous ai demandé de rejoindre le peuple, mais vous semblez hésiter. C'est bien, restez où vous êtes."

Nous allons de notre côté convaincre le peuple. Il sera exécuté - pas tellement en tant que chrétien - mais en tant que Tanzanien et paysan. Ne craignez pas qu'ils soient difficiles sur le plan chrétien, non. Ces agriculteurs ont leurs problèmes propres, et nous devons tenir compte de leurs problèmes avant qu'ils n'acceptent d'aller vivre dans de nouvelles formes de communautés". Je leur ai dit : "Restez où vous êtes, avec vos prêtres. Nous allons créer de nouvelles formes de vie pour notre peuple, et alors nous leur dirons : "Regardez un peu ces missions, c'est là que l'évêque habite."

J'ai effrayé un peu les évêques en leur disant qu'un jour ils se sentiront complètement isolés. L'Eglise est trop riche et ce n'est que trop visible et j'ai peur que certains de nos gens soient déjà déformés dans ce sens. Mais je suis confiant, nous pouvons changer.

Mes soeurs, votre façon de vivre, l'endroit où vous vivez et le choix de votre travail tout cela sont des choses importantes et qui demandent d'être clarifiées.

En Tanzanie, nous avons des gens de partout dans le monde, ils viennent aussi bien de l'est que de l'ouest. Nous avons à apprendre beaucoup de choses de part et d'autre. Nous allons à apprendre un tas de choses des Chinois.

Quand les gens du monde occidental veulent venir chez nous, ils veulent d'abord connaître les conditions de logement et au préalable nous sommes obligés de nous mettre d'accord avec leurs gouvernements respectifs, à ce sujet. Les Chinois ne sont pas comme cela. Il y a parmi eux des ingénieurs de première classe, des directeurs d'entreprises, et malgré cela, ils logent à trois, à cinq et parfois à six dans une même chambre. Ils ne donnent pas beaucoup d'importance à ce problème. Ce sont des exemples typiques pour notre peuple, car eux aussi vivent de la même façon. Les prêtres comme certains de nos gens veulent imiter la façon de vivre de nos colonisateurs. Je leur dis souvent : "vous devez nous aider à apprendre à nos gens un certain standing de vie qui cadre avec nos possibilités."

Je dois quand même vous dire que, malgré tout ce que je viens de raconter sur le compte des évêques, ils sont pleins de bonnes intentions. Ils veulent bien faire, ils désirent vraiment collaborer. Ils sont bien un peu inquiets et réticents face à l'urgence que nous mettons à la solution de nos problèmes... D'autre part, je les suspecte d'avoir trop peu de confiance dans l'avenir. On leur a remis l'Eglise de Tanzanie, c'est-à-dire toute l'administration de l'Eglise et ils ont plutôt tendance à se concentrer entièrement sur cette administration, au lieu de se pencher sur les problèmes de développement communautaire. Mais ne les accablez pas, ils font tout leur possible et ils commencent à avoir un peu plus de confiance dans les missionnaires. C'est un fait que la "fièvre d'africanisation" de l'Eglise s'atténue; comme elle s'est fortement atténuée chez nous, au gouvernement. Cette phase d'africanisation est dépassée. Dès qu'ils ont pris les responsabilités de l'Eglise tanzanienne, les évêques sont devenus conscients que l'africanisation ne résout pas tous les problèmes. Ils ne peuvent pas se suffire dans tous les secteurs en faisant uniquement appel aux Africains. Alors voilà, ils commencent à apprécier l'aide missionnaire dans un sens plus réaliste que dans le passé... Mais vous

collaborerez avec nous, que grâce à Vatican II, les laïcs de Tanzanie commencent à prendre eux-mêmes l'initiative, et ils s'expriment très ouvertement.

Vous pourriez vous joindre à eux pour faire en sorte que les évêques bougent dans le sens que nous croyons être le bon.

Julius Nyerere

(1) Extrait de la revue interconfessionnelle de Documentation "IDOC International" n° 41 - 1er mars 1971 - Editions du Seuil.

MEDITATION SUR DEUX TEXTES :

B. RONZE : EVANGILE ET ECONOMIE
R. GOOR : VISION ET VISEE CHRETIENNE DU POLITIQUE

Le mystère de notre salut en Jésus-Christ est d'une telle richesse qu'on ne peut tenter de l'exprimer que par des approches successives. Comme lorsqu'il s'agit d'exploiter un vaste domaine, c'est sous un angle, puis sous un autre, qu'on essaie de l'appréhender. Chaque aspect est vrai, mais aucun ne le révèle en entier.

Les deux articles qui suivent sont une illustration de cette vérité : l'un met l'accent sur l'intériorité du message évangélique qui appelle la conversion du cœur - l'autre sur l'emprise qu'il doit exercer sur tous les niveaux de l'existence humaine (ou : sur la dimension d'engagement qui lui est inhérente). De là, les contrastes qui frappent dès la première lecture, l'insatisfaction ressentie devant certaines affirmations, la nécessité d'éclaircir et de compléter un point de vue par l'autre.

Ce serait trahir le texte de B. Ronze que d'y voir une échapatoire par rapport aux tâches humaines et aux combats que nous avons à poursuivre pour qu'advienne plus de justice, comme ce serait fausser la pensée de R. Goor que de l'interpréter comme un appui aux affirmations de ceux qui justifient, par le message de Jésus, toute contestation que celle qu'elle soit. Le Royaume est à la fois "à venir" et "déjà là" - nous sommes "dans le monde" mais sans être "du monde"... Toute notre vie chrétienne est marquée de cette tension. Il est bon que des réflexions comme celles qu'on va lire, le soulignent et l'exploitent.

M.B. Vu l'ampleur des articles, nous en résumons certains passages. Ceux qui voudraient les consulter in extenso pourront se référer à *Etudes*, février 1972, qui publie "Evangile et Economie" de B. Ronze et "Feuilles Documentaires, Action Catholique des Hommes, Bruxelles, No 2, février 1971", pour l'article de R. Goor.

Evangile et Economie

B. Ronze

Le problème abordé ici est plus restreint que ne le suggère le titre. Constatant que nombreux sont ceux qui se réfèrent à l'Evangile pour contester et modifier les structures de la société, l'auteur interroge : cette action directe sur l'organisation du monde fait-elle partie intégrante du message de Jésus ?

L'économie accroît son emprise sur la vie collective et individuelle des hommes : tout est pensé en termes d'économie : l'organisation de la cité, les rapports entre les individus, les relations entre Etats, l'évolution des nations, le développement des peuples. L'épanouissement de la personne humaine lui-même paraît dépendre du progrès économique et des libérations qui doivent en être le fruit. Cette emprise de l'économie découle de l'accélération du progrès technique. Elle entraîne une modification, et même un renversement de l'ordre des valeurs : les transformations économiques et sociales ne sont plus considérées comme secondaires pour le destin de l'homme : elles lui donnent sa condition, voire son sens et sa nature.

Que nous dit l'Evangile face à cette promotion du temporel et au souci de la revendication ?

"L'Evangile, dit B. Ronze, répond par son indifférence "univers la société, ses évolutions et ses revendications", l'indifférence dont l'enseignement sur les pauvres et les riches éclaire le sens et la portée."

Cette indifférence "dérive de l'essence même de l'Evangile : annonce du salut donné par Dieu en la personne de Jésus de Nazareth, mort pour nos péchés et ressuscité pour "notre vie... Le message des évangiles en particulier et du "Nouveau Testament en général place l'essentiel ailleurs que dans la société et ses transformations. Cela de deux manières.

Le salut annoncé est à venir, il n'est pas de ce monde, il est par définition "eschatologique" et l'histoire du salut consiste dans son attente et son anticipation. Ce dernier mot ne vise pas une œuvre collective des hommes "où le salut s'accomplirait déjà et en partie. Il ne transpose pas la cité du ciel dans la terre. Le salut du "Nouveau Testament reste toujours une réalité radicalement différente de notre univers. Il lui échappe comme le jour du Seigneur échappe au temps. L'anticipation-type y est la "résurrection de Jésus, ou mieux : la personne de Jésus res-

"nausité. Les autres anticipations, eucharistie et sacrements, qui reçoivent d'elle leur nature et leur sens, sont conçues comme étant dans ce monde une présence qui ne relève pas de lui.

D'autre part, dans la mesure où il est déjà présent, "le salut est une réalité intérieure à l'homme. Toute l'histoire biblique témoigne d'une "infériorisation" croissante de l'idée du salut et des notions qui lui sont reliées. Davantage, elle part précisément de l'expérience d'un peuple, d'une nation, d'une société pour aboutir à ce Royaume "qui est au-dedans de nous".

Pour ces deux raisons, l'indifférence à l'égard des structures temporelles caractérise l'annonce néo-testamentaire du salut. Il est significatif que l'Evangile ne connaisse ni ordre ni conseil de transformer la société dans "un sens ou dans un autre... Non qu'il ratifie les formes d'organisation et les rapports économiques tels qu'ils existaient alors. Mais parce que son objet est autre, parce que c'est la recherche de Dieu qui compte et parce qu'il se veut s'accomplir à travers toute situation, quelle qu'elle soit. L'Evangile prend la société telle qu'elle est sans effleurer un seul instant la question de savoir ce qu'elle devrait être. Car, en toute société, l'homme a le devoir et l'occasion de recevoir Dieu dans son cœur et Jésus-Christ dans son prochain. Dans cette perspective, les transformations de la société n'ont pas, en soi, d'intérêt ni même de signification. Seul importe le comportement social de l'homme qui doit, non pas être commandé, abstraitement et en termes de droit, mais résulter, concrètement et en termes de vie, de l'union avec le Christ.

C'est pourquoi le temporel est résolument mis au second plan... Tout l'Evangile veut arracher les hommes à un monde "qui voit en lui-même sa propre fin et les détourne ainsi de l'essentiel... Il ne traite pas des nourritures terrestres, il vise autre chose : "Travailler, non pour la nourriture périssable, mais pour la nourriture qui demeure en vie éternelle".

Jésus refuse d'arbitrer les conflits dont est tissé le devenir des sociétés.

"Qui m'a établi pour être votre juge ou régler vos partages ?" "Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu." Il inaugure un royaume qui "n'est pas de ce monde". Il vient dans le monde, mais la vie qu'il donne, "c'est qu'ils se connaissent, toi le seul vrai Dieu et ton envoyé".

Le Nouveau Testament s'inspire de ce message. A l'égard des rapports politiques comme des rapports économiques et

sociaux, il souligne qu'une structure sociale n'a pas en soi de signification spirituelle, mais peut et doit en acquérir en devenant pour le croyant l'occasion d'obéir au Seigneur. Cette indifférence laisse parfois place à la critique, et même à la colère : le Royaume annoncé renverse les situations : "Il a rassasié de biens les affamés et renvoyé les riches les mains vides". "Bienheureux les pauvres, malheur à vous, les riches". Il souligne même une prédilection : "la bonne nouvelle est annoncée aux pauvres".

Mais ce ne sont pas les rapports économiques en tant que tels qui sont visés à travers l'existence des riches et des pauvres. Par exemple, la critique ne porte pas sur le principe du salaire et du régime salarial, mais sur le fait que les ouvriers ont été frustrés de leur rémunération. L'idée de salaire et les schémas qu'elle implique ne sont ni condamnés ni ratifiés, comme ne le sont pas davantage ceux de propriété, de capital, d'impôts, de maître, de serviteur ou d'esclave. Les paroles sur les pauvres et les riches relèvent toutes, à cet égard, de la même indifférence fondamentale. En matière économique et sociale, Jésus, les évangélistes, le Nouveau Testament ne sont ni révolutionnaires, ni conservateurs, ni quoi que ce soit d'autre. Ils n'apportent et ne veulent apporter aucun enseignement. Ils prennent les structures telles qu'elles sont, sans les juger ni les vouloir à des transformations déterminées. Seule est visée la relation de l'homme à Dieu, quelle que soit la société où elle doit être vécue... La foi chrétienne a le monde pour champ d'action. Le chrétien est "envoyé dans le monde". Mais c'est, avant toute chose, pour y témoigner de la différence radicale entre son esprit et le sien : "Mon choix vous a tiré du monde et le monde vous hait!"

...

L'enseignement sur les pauvres et les riches éclaire le sens et la portée de cette indifférence.

"Au lieu d'une transformation extérieure au niveau des structures économiques, sociales, politiques, c'est un changement intérieur qui est exigé, aussi discret que profond : "obéir - d'avance - à la volonté du Seigneur et comprendre que toutes choses, y compris le commerce et l'économie, lui sont soumises. On observe alors qu'à partir d'une telle disposition, l'Evangile donne aux rapports économiques un sens et un contenu absolument nouveaux."

L'évangélisation des pauvres annonce le Royaume : "L'Esprit du Seigneur est sur moi, il m'a oint pour annoncer la bonne nouvelle aux pauvres, pour proclamer aux captifs la délivrance, pour rendre la vue aux aveugles et renvoyer li-

bres les opprimés..." "Rapportez à Jean ce que vous avez vu ; les aveugles voient clair, les boiteux marchent, les lépreux sont purifiés, les sourds entendent, les morts ressuscitent, les pauvres sont évangélisés."

Il s'agit là d'exprimer le salut qui est offert, dans des expressions riches de tout le passé du Peuple de Dieu, et dans un vocabulaire façonné par son expérience collective. La pauvreté, la maladie signifient l'emprise de la puissance du mal sur le monde. L'évangile ne considère pas la pauvreté comme bonne en soi, pas plus que la maladie. "Mais il y montre un signe qui touche au plus profond de son être sage : comme le malade, comme l'infirme, le pauvre est aimé de Dieu..."

La prédilection divine pour les pauvres n'est pas seulement compassion. Elle exprime une affinité. Dans l'Ancien Testament le pauvre, comme le malade ou le lépreux, est un opprimé, un abandonné, un homme qui attend son secours de Dieu seul. Il est chéri de Dieu, parce que rien ne s'interpose entre lui et cet amour divin que dévoile l'Evangile. La disponibilité, la faculté d'abandon et d'ouverture prédisposent les pauvres selon la Bible à être le lieu de rencontre entre l'amour de Dieu pour l'homme et l'amour de l'homme pour Dieu. Ce ne sont pas tous les pauvres que le Christ déclare heureux, mais ceux qui, grâce à leur pauvreté, ont pu et voulu le suivre : "Il dit à ses disciples : "Heureux, vous qui êtes pauvres". A l'opposé, le fait d'être "repu, satisfait, bien vu du monde rend sourd et aveugle. Dieu appelle alors en vain. Non que l'Evangile ne considère comme choses bonnes la santé et les biens matériels. Mais il exige avant tout ce déblaieusement intérieur sans lequel la grâce périrait. Son propos transparaît d'avantage encore dans les béatitudes de Mathieu et leurs équivalences : "Heureux les pauvres en esprit, les humbles, les affligés et assouffis de justice, les miséricordieux, les cœurs purs..."

L'indifférence à l'égard des structures prend alors tout son sens. Elle n'est pas seulement distance vis-à-vis d'un ordre de chose étranger à l'objet de l'Evangile et sans rapport au niveau du salut. Elle est compréhension nouvelle des rapports économiques. Non que l'Evangile les envisage sous l'angle de la figure, du symbole ou de l'allégorie. Il les considère dans leur réalité et parfois même en durcit les traits. Mais il ne veut retentir d'eux que les schémas les plus élémentaires et, à ce titre, jugés indépendants des évolutions, des révolutions et des vocabulaires : pauvres et riches, patrons et ouvriers, serviteurs et maîtres, Etat et citoyens, faibles et puissants. C'est alors à travers eux, comme au travers des autres données comparables de l'existence humaine, qu'il dévoile à la fois la nécessité du Roy-

me, la proximité de sa venue et les conditions de son accomplissement. C'est à travers eux qu'il fait apparaître, à l'opposé des schémas humains, le caractère radicalement autre du salut et la nature intérieure de ses voies. Le Maître n'ayant pas le nouveau Règne en les brisant ou en bouleversant l'ordonnance : il ne restaure aucune royauté en Israël, ne provoque aucune révolte politique, n'annonce aucune révolution sociale, n'enseigne aucune revendication et ne préconise aucune violence. Mais il édifie son Royaume en devenant prééminence l'un de ceux que ces rapports défavorisent. Il ne vient pas pour être servi, mais pour servir. Il prend nos infirmités et se charge de nos maladies : "Prenez donc l'addition de l'esclave, il s'humilie plus encore, obéissant jusqu'à la mort, et à la mort sur une croix".

Il renverse les valeurs, en priviliégiant au niveau de la grâce et de son accueil, des situations qui, dans le monde, suscitent peur, mépris, fuite, ou violence et colère. Pour quiconque, riche ou pauvre, faible ou puissant, él-comprend le sens et emprunte la voie qu'elles indiquent, les devient, à l'entrée du Royaume, des forces de salut.

Sens nouveau, contenu nouveau. On le pressent à travers la manière dont l'Evangile considère les biens de ce monde. Quels qu'ils soient, talents, argent, etc... tout est au service de l'homme, qui lui-même est au service de Dieu. Cette fidélité à Dieu influe directement sur les rapports entre les pauvres et les riches : le nouveau Testament le souligne avec vigueur : "Si quelqu'un jouissant des richesses du monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui ?" car "si quelqu'un dit : j'aime Dieu, et qu'il détecte son frère, c'est un menteur ; celui qui n'aime pas son frère qu'il voit, ne saurait aimer Dieu qu'il ne voit pas". A quoi cela sert-il que quelqu'un dise : j'ai la foi, s'il n'a pas les œuvres ?... Si un frère ou une sœur sont nus, s'ils manquent de leur nourriture quotidienne, et que l'un d'entre vous leur dise : Allez en paix, chauffez-vous, rassasiez-vous, sans leur donner de ce qui est nécessaire à leur corps, à quoi cela sert-il ?"

Cette exigence repose finalement sur la parole par laquelle Jésus donne aux rapports économiques un contenu nouveau et inattendu en s'identifiant lui-même avec chacun des pauvres, chacun des malades, chacun de ceux qui souffrent. "Venez, prenez possession du Royaume. Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais sans gîte et vous m'avez recueilli ; j'étais sans vêtement et vous m'avez vêtu ; j'étais malade et vous m'avez visité ; j'étais en prison et vous é-

"es venus à moi. Les justes lui répondront : quand t'avons-nous vu... ? Et il leur répondra : en vérité, je vous le dis, ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait".

...

L'indifférence de l'Evangile à l'égard de l'économie procède de trois considérations qui sont au coeur du message : l'essentiel est dans la vie à venir, les limitations des rapports économiques ont valeur spirituelle, ces rapports concourent à la Révélation du Christ dans le pauvre. De cette attitude et de ses motifs se dégage la leçon "économique" de l'Evangile.

L'idée que le destin de l'homme dépende du progrès matériel et de la solution donnée aux problèmes économiques et sociaux est étrangère à l'Evangile et opposée à son esprit. L'Evangile interdit de confondre le salut de l'homme avec des libérations d'ordre économique et social. Cette interdiction laisse entière la question de savoir si ces libérations reçoivent ou non une impulsion du message évangélique. Simplement, elle exclut la prétention de l'économie à baliser les voies de la promotion humaine et nouvelle, dès le départ, la tentation, chez ceux qui ont chargé d'âmes, de voir dans des changements ou des révolutions d'ordre structurel, l'amorce du salut ou les conditions nécessaires à son annonce et à son accueil.

Dans quelle mesure l'Evangile conduit-il à agir sur les rapports économiques ? Si Jésus guérit les malades, il n'ignorait pas les pauvres, pas plus qu'il n'appauvrit les riches. Ceux-ci sont invités à se délier de richesses, à s'en servir "en vue de Dieu", et le cas échéant à s'en défaire. À ce stade, l'Evangile ne fonde aucune action collective "contre la pauvreté, mais une éthique individuelle pour l'usage des richesses, voire leur abandon." Quand Jésus accorde une valeur spirituelle à l'acceptation de la pauvreté, et qu'il appelle à devenir "pauvre en esprit", quand lui-même se fait pauvre et souffrant, ne veut-il pas d'abord nous garder ouverts à Dieu, fidèles à ses appels ?

Mais lorsqu'il s'identifie au pauvre et à l'homme qui souffre, c'est sa propre personne qui fonde pour chacun l'obligation de remédier à la pauvreté, à la maladie, à toute souffrance qui pèse sur autrui. Il ne s'agit pas là de principe d'altruisme ou d'exigence de perfection : c'est un amour personnel qui est en jeu. Dans la parabole du jugement dernier en effet, l'accent est mis davantage sur la personne des pauvres que sur la pauvreté. "I porte pour la rencontre personnelle avec "un de ces petits" et, à travers lui et son abaissement avec le Christ. Ici encore

"et plus que jamais, le propos vise, à travers certains rapports humains, la relation de l'homme à Dieu, l'ouverture "et la fidélité au Seigneur qui vient. Toute existence humaine est sujette à des limitations pénibles et le restera : chacun est pauvre de quelque chose ou le pauvre de quelqu'un et chacun connaît la souffrance. L'Evangile montre qu'un tel "abaisssement", non des contingences haïssables, mais le signe à saisir, à la fois en soi-même et chez les autres, de la présence du Seigneur. Il y donne le moyen d'aller à sa rencontre.

L'Evangile voit donc dans les rapports économiques le lieu d'un amour agissant, non le champ d'une politique. Quand des croyants assument des responsabilités politiques, le comportement que la foi leur inspire vis-à-vis des pauvres peut et doit déboucher sur des actions collectives, nationales et internationales, contre la pauvreté. Mais le contenu de ces actions, leurs moyens, leurs effets en même temps que des structures ne sont en rien déterminés par l'Evangile, comme ne l'est pas davantage la médecine pour le soin des malades. L'Evangile ne définit pas un principe "dont elles seraient les conséquences, ou une loi dont elles seraient l'application. L'impulsion qu'il donne est d'un autre ordre et d'une autre puissance : esprit et vie, non doctrine économique et sociale.

L'annonce de l'Evangile ne vise pas à modifier les rapports économiques sur le plan où le monde les instaure et les défait, elle les ordonne à son objet propre : la venue du Seigneur.

... L'annonce de l'Evangile n'en est pas moins dénonciation de l'injustice. Au contraire, "les clameurs des "frustrés parviennent aux oreilles de Dieu". Mais l'Evangile, en même temps qu'il dévoile le sens ultime de l'injustice : refus de Dieu propre à toutes les sociétés et à toutes les époques, en révèle le vrai remède. C'est le Christ qu'on laisse dans la faim, la soif, sans vêtements, sans étreinte et c'est lui-même qu'atteint le geste de secours et d'amour. Quelle force sans limite une telle vision ne recèle-t-elle pas ?

Si la volonté de servir découle directement du message évangélique, le contenu de l'engagement temporel auquel elle conduit ne saurait jamais s'en déduire. L'Evangile ne "privilegie aucune structure, aucune organisation. Et nul n'a le droit d'invoquer son autorité pour en proposer ou en imposer une. Davantage, tout engagement pervertit le message dont il prétend procéder si, quelque normales ou nécessaires soient les revendications qu'il sert, il amène à oublier l'essentiel ou si l'esprit de violence l'ins-

"pire ou l'accompagne. Car le Christ est venu apporter le feu sur la terre, non des règles d'or. A qui cherche le nouveau règne et sa justice, le reste sera donné par surcroît. Et de la violence qui ouvre l'accès du Royaume, le modèle est donné par celui qui est doux et humble de coeur."

Vision et visée chrétienne du politique

R. Goor

Prononcée en Belgique à une journée de "Gadrese", en novembre 1970 et se référant à tout un contexte européen, la conférence du Ch. Goor n'en a pas moins une portée beaucoup plus large. Elle aidera à éclairer de la lumière de la foi le mouvement d'évolution mondiale dans lequel le Rwanda lui aussi est engagé.

A force d'entendre, tel un slogan, que "l'Eglise n'a pas à se mêler de politique", la plupart des chrétiens sont fortement convaincus de la doctrine de la non-ingérence de l'Eglise et de ses institutions dans les affaires qui relèvent, selon eux, de l'autonomie de l'Etat dans l'ordre temporel ou de la seule liberté du citoyen.

Pourtant de plus en plus de nos jours, l'on voit des institutions formellement ecclésiales - telle la commission "Justice et Paix" dans divers pays - quitter, dans leurs discussions et travaux, le terrain des valeurs et des principes, et s'engager dans le domaine des situations concrètes, et s'impliquent un jugement proprement politique. A titre d'exemples : des motions contre la guerre que mène le Portugal en Angola, etc. De leur côté, des théologiens tentent de justifier de telles démarches : ainsi Gonzales Ruiz qui souligne que la rédemption n'atteint pas l'homme seulement, mais la société qu'il forme. "Il n'y a pas seulement le péché individuel qui appelle la conversion personnelle. Mais il y a aussi le péché collectif, cristallisé en quelque sorte dans des structures qui violentent l'ordre de vérité, de justice et d'amour, voulu par Dieu, et il y a donc une guérison, un salut, une rédemption nécessaire des structures socio-historiques. Ceci exige logiquement, de la part des proclamateurs de l'Evangile, une attitude sociale, économique et politique déterminée. L'Evangile n'est pas indifférent à la réalité structurelle de la société : tout au contraire, sa proclamation vise directement la rédemption du péché qui vicié les structures".

Tout ceci laisse pressentir la complexité et la délicatesse des questions qui se posent. L'auteur essaie de les éclairer

- en précisant d'abord le sens des mots pour éviter les confusions : il s'agit de distinguer le politique et la politique;
- en éclairant ensuite quelques-unes des raisons qui entraînent la modification de jugement et de l'attitude de l'Eglise en ces domaines;
- et finalement en amorçant une réflexion doctrinale sur le sens et la valeur que la foi en Jésus-Christ discerne dans le politique.

ooo

D'abord, une question de vocabulaire : "On utilise de plus en plus à côté du substantif féminin traditionnel le "politique, l'adjectif pris substantivement au masculin, "le "politique" en sous-entendant le domaine, le plan, l'ordre "politique comme on parle de l'économie et du culturel. "est-à-dire tout le secteur de la vie humaine qui est en relation avec l'économie et la culture. Cette distinction entre le politique et la politique n'est pas adéquate car le "politique est englobant par rapport à la politique mais il "la déborde largement. Elle peut prêter flanc à certaines "ortiques, mais elle a, néanmoins, l'avantage de clarifier "un certain nombre de choses et de faciliter la compréhension.

Le politique, c'est tout ce qui touche, tout ce qui a "rapport aux structures d'autorité et de dépendance en vue "d'une fin commune qui se situe elle-même au niveau de la "vie globale d'une société.

Il est clair que si l'on prend le politique dans son "acception la plus large, la plupart des activités ont "une dimension politique, comme elles ont toutes une dimension religieuse. Tout comme elles ont intrinsèquement "un certain rapport à Dieu, elles ont aussi une certaine "incidence immédiate ou médiate sur la vie globale de la "société. Le travail professionnel, par exemple, ou le "travail scolaire ou l'action sociale bénévole n'est pas "sans relation avec l'intérêt général d'une communauté "nationale ou avec le bien commun d'un peuple. Toutefois "l'aspect politique d'une activité n'est pas toujours direct ni premier; il peut être indirect et dérivé, selon le "caractère davantage public ou privé que revêt cette activité en fonction d'un conditionnement socio-historique déterminé.

Ainsi l'enseignement constitue de nos jours une donnée politique fondamentale, car il conditionne le développement "de la communauté sous ses aspects; la vie familiale "garde davantage un caractère privé, bien qu'elle ne soit

"pas, elle non plus, sans incidence sur la vie globale de "la société, ne fût-ce que sous l'aspect démographique ou "sous l'aspect de la moralité publique.

La politique - au féminin - c'est tout ce qui concerne "la prise et l'exercice du pouvoir en vue de promouvoir l' "organisation et la vie sociale conformément à un système "déterminé de valeurs. Dans un régime de démocratie parlementaire, elle donne naissance aux partis et aussi aux "clubs, aux groupes, aux mouvements qui prennent un type "plus ou moins complet et cohérent d'objectifs - c'est la "visée politique - inspirés eux-mêmes par une vision des "rapports entre l'homme et la société et donc en dernière "analyse par une vision de l'homme, de la vie et du monde.

ooo

Pourquoi le jugement et l'attitude de l'Eglise à l'égard du politique et de la politique, sont-ils en train de se codifier ?

Une réponse globale pourrait tenir en une phrase "Dans une certaine mesure, le politique et la politique d'aujourd'hui et de demain, ce n'est plus le politique et la politique d'hier".

L'auteur avance divers faits, saisis dans le contexte socio-économique occidental, et qui justifient cette affirmation. Il faut souligner en premier lieu, dit-il, "l'extension considérable du politique. Il n'y a pas tellement "longtemps, il se confondait à peu près avec la politique, "mais de nos jours il polarise de manière de plus en plus "directe les activités essentielles des hommes et des "groupes. Il y a 50 ans, c'était l'armée, la gendarmerie, les "finances, un nombre relativement réduit de services publics. "Aujourd'hui, c'est la vie entière :

par exemple : non seulement l'hygiène publique, mais tout ce qui touche au domaine médical : l'équipement hospitalier, la dispensation des médicaments, la pénurie d'infirmières, la prévention des accidents de travail et de la route, etc...

"Il devient à peu près impossible de définir c'est-à-dire de délimiter le champ du politique et par conséquent "le champ d'application des pouvoirs conquis par le politique. L'objet matériel du politique et de la politique s'étend progressivement à toute activité qui, sans être intrinsèquement politique, n'en a pas moins une dimension politique. Le politique, par le fait même, intègre des valeurs humaines personnelles et collectives considérables. "où la difficulté accrue de situer l'Eglise, et pour l'Eglise, de se situer par rapport au politique qui est devenu

"un de plus en plus complexe et qui incite des réalités humaines auxquelles l'Eglise ne peut être indifférente sous peine de se désincerner, bien plus, sous peine de se renier."

L'entente fraternelle entre les peuples, d'une importance plus décisive de nos jours que l'entente entre les personnes, est incontestablement un problème politique. Malgré toutes les précautions prises, "Populorum Progressio" n'a pu s'empêcher de prendre position dans des problèmes de politique internationale et, par le fait même de la politique étrangère des Etats."

L'auteur relève encore d'autres faits, et entre autres, ce qui est perçu à travers les groupes, les mouvements et les partis politiques, et plus généralement, à travers les manifestations de la vie sociale : "une tension entre un simple aménagement de l'état présent des choses et la contestation plus radicale de cet état de choses, tension entre continuité, tradition, par développement d'une part et d'autre part nouveauté, rupture avec le passé, tension entre un courant réformiste et un courant révolutionnaire. Ces deux courants ne sont pas radicalement exclusifs l'un de l'autre; ils coexistent et doivent composer comme un couple de forces qui existent toutes deux et toutes deux ont leur rôle."

Il faudra se demander si, au niveau de la vision chrétienne, l'on attribue à chacun de ces courants le sens que l'Evangile est susceptible de leur donner.

Ces réflexions amènent à conclure que "pour parler sérieusement, concrètement, de l'Eglise et de la politique, et d'une manière plus générale de l'Eglise dans le monde, il est indispensable de se livrer à une bonne analyse du réel. Ce n'est pas uniquement à partir de principes, de doctrines ou de théories que l'on peut résoudre un problème de vie, mais il y faut aussi une découverte de la vie elle-même."

...

Mais au-delà de l'information obtenue par l'analyse, il importe d'entreprendre et de poursuivre une réflexion, une étude, une méditation sur les implications de la politique et du politique par rapport à la foi en Jésus-Christ, et donc par rapport à la vocation et au destin de l'homme et de l'humanité, tels qu'ils nous sont révélés par l'Evangile et tels qu'ils sont constitués par l'oeuvre du salut universel dans le mystère de la mort, de la résurrection et de la glorification du Seigneur...

En effet, "l'Eglise et la politique" ne constitue pas un problème unique, mais une série de problèmes, étroitement

"ment enchevêtrés sans doute, mais dont chacun mériterait un examen particulier, car ils se situent à des niveaux différents."

Le passage d'un régime de chrétienté à la société moderne, a été marqué d'une distanciation entre l'Eglise et la politique - et l'on trouve, sous-jacente à cette perspective, une distinction entre deux mondes : le temporel et le spirituel, le profane et le sacré, la nature et la grâce, l'agir en tant que chrétien (l'évangélisation, par exemple) et l'agir en tant que citoyen (dans les domaines laissés à l'option personnelle). "Ces distinctions", dit l'auteur, "non seulement ont été heureuses et fécondes, et dans une certaine mesure, elles gardent leur valeur". Il ne s'agit pas de les abandonner tout à fait, mais on se rend compte qu'elles sont incomplètes, insuffisantes et surtout, qu'elles ont été prises parfois avec une rigueur trop absolue."

Elles ont eu le mérite de consacrer d'abord "l'autonomie du temporel" : concrètement, pour nous, aujourd'hui : la "franchise de l'action politique par rapport au gouvernement de l'Eglise. La conception médiévale de la cité terrestre au service, non pas du royaume de Dieu, mais de l'autorité ecclésiastique et de la mission de celle-ci, a pu être surmontée."

C'est le rejet de toute inécorable, des diverses formes de césaro-papisme et en partie, du rêve de la chrétienté, d'un monde qui ici-bas se confondrait avec l'Eglise et le Royaume de Dieu. Concrètement, la disjonction Monde-Eglise, ramène celle-ci à un aspect fondamental de sa mission, son rôle prophétique, c'est-à-dire de rappel constant au nom même de Dieu, de la transcendence des valeurs, spécifiquement évangéliques. L'Evangile est sans cesse, pour le peuple et les institutions, comme pour les groupes et les individus, exigence de conversion, de retour vers "l'radical ou, si nous traduisons imparfaitement en langage moderne, de contestation, de remise en question, d'interpellation en profondeur, jusqu'à la racine, jusqu'au plus intime du coeur."

Par contre, les distinctions, pour nécessaires qu'elles aient été et qu'elles restent encore, ne sont pas sans présenter d'inconvénients.

Le premier consiste à introduire non plus une simple distinction mais une rupture, une cassure, une séparation entre la vie et la foi, entre l'Eglise et le monde, entre le message de salut et de paix et les engagements humains concrets. L'une des formes les plus fréquentes de cet excès est de réduire l'Evangile à un code de morale individuelle

"d'une ou au mieux à une école de sanctification personnelle."

"Il n'est plus un message qui a une signification et qui est un principe de dynamisme pour le monde, dans sa consistance propre de relations entre les hommes et toutes les choses, et entre tous les hommes et leurs groupes. En bref, c'est le danger d'un apostolat purement spirituel sans prise sur le réel, spécialement sur tout le réel socialisé du monde moderne."

Le second danger découle d'une liberté excessive de jugement et d'option laissées aux chrétiens au nom de la distinction entre l'agir en chrétien et l'agir en tant que chrétien. En effet, dire-t-on, c'est au niveau de la foi et de la seule union au Christ que doit se réaliser l'unité des chrétiens, car c'est dans cet ordre seulement qu'ils se situent en tant que chrétiens. Au contraire dans tous les champs de l'action humaine où ils ont à vivre cette foi, ils sont maîtres de leurs propres appréciations et libres de leurs propres décisions. Et l'on parle abondamment d'une "conception très exacte, mais on en parle parfois d'une façon abusive : pluralisme dans le monde, pluralisme au sein de l'Eglise. Mais tous les pluralismes sont-ils acceptables ? Et, concrètement, toutes les positions sont-elles en conformité avec l'Evangile ? Au nom du pluralisme et de la légitime liberté d'option des chrétiens peut-on être "conservateur ou progressiste de n'importe quelle manière ? Peut-on, sans aucune nuance, être pour la paix ou pour la violence révolutionnaire, peut-on préconiser n'importe quelle forme de lutte contre la faim dans le monde ? Les valeurs éthiques et donc spirituelles, et, pour nous, en fait, évangéliques, doivent inspirer l'action politique. Par contre, il faut souligner encore que l'Evangile ne fournit pas de techniques d'action, ni de règles d'efficacité ; en d'autres mots, il ne livre pas de solutions toutes faites et il laisse toujours une part de liberté, d'insécurité et de risque."

Enfin les distinctions trop poussées entre temporel et spirituel, entre Eglise et monde, entre action politique et apostolat chrétien font perdre de vue, et risquent de violer l'unité du dessein de Dieu qui a deux dimensions, l'une profane, l'autre surnaturelle, mais qui visent toutes deux l'achèvement total, l'aboutissement plénier de la création entière par la libération intégrale de l'homme personnel et collectif. Nombreux sont les textes de Saint Paul qui exposent la vision grandiose de la rédemption de toutes choses sous un chef unique, le Christ."

Déjà dans l'Ancien Testament c'est la libération politique et économique d'un peuple qui est le signe, au sens fort, d'une libération plus totale, qui sera un don de Dieu d'un ordre plus élevé, mais non sans relation avec l'existence de la condition humaine. L'Exode qui est, lui aussi, dans sa matérialité, événement collectif et politique, annonce la Pâque du Seigneur et celle du Peuple de Dieu qui se poursuit aujourd'hui. Ainsi donc s'agit-il de sauvegarder ce qui est valable dans les distinctions, mais de dépasser leurs limites, leurs insuffisances. Comment ? La pensée théologique est en ce domaine, en pleine recherche et il serait présomptueux de présenter dès à présent des solutions. Tout au plus peut-on relever quelques orientations qui paraissent assez saines."

Pourt d'abord, face aux faits et aux projets politiques, l'Eglise, Peuple de Dieu, doit apporter - ce qui est plus qu'enseigner - deux choses apparemment contradictoires : leur haute, leur suprême valeur qui touche à l'absolu et leur caractère essentiellement relatif."

En effet, à partir de la venue de Jésus-Christ et de son oeuvre, on peut dire qu'il n'y a plus sur terre rien de sacré, si ce n'est l'homme. Le sacré, ce n'est plus un lieu, un temple ou une montagne ; ce n'est plus l'arche ou les tables de la loi, ni les jours, ni certains temps, ni des rites de purification et d'oblation. L'homme est lui-même le lieu de l'Alliance, il est le sacré par union au divin. Du coup, parce qu'il est tellement sacré, le politique qui concerne sa vie, son développement historique, revêt lui-même un caractère sacré. Il engage en effet le sort personnel et collectif des hommes. L'immense détresse des multitudes et l'oppression effrayante de grandes masses humaines ne seront surmontées que par l'action politique : aujourd'hui c'est devenu une évidence pour quiconque est un tant soit peu attentif aux réalités ; l'Eglise - pas seulement la Hiérarchie mais tout le Peuple de Dieu et en particulier les organisations d'apostolat religieux ou social - doit affirmer et exprimer dans sa vie, dans ses engagements, dans ses combats, la valeur suprême du politique. Ce n'est pas neuf : déjà Saint Thomas d'Aquin déclarait que le politique était la forme la plus élevée de la charité à l'égard des hommes. Mais si ce n'est pas neuf, peut-être cela apparaîtra-t-il tel dans certains milieux catholiques où l'on s'est complu, si pas à dénigrer, du moins à se méfier de tout ce qui a rapport avec le politique et en particulier des initiatives de l'Etat. Peut-être devrions-nous demander si dans nos mouvements, nous n'entretiens pas, fût-ce à notre insu, certaines visions étriquées, trop étroites à l'

"égard de la politique ? Y développons-nous suffisamment
"la foi dans la valeur du temporel indissociable du spiri-
"tuel et intégré dans le plan de Dieu ? Les incompatibili-
"tés qui furent de règle jusqu'ici sont-elles encore oppor-
"tunes ou ne doivent-elles pas être assouplies."

Mais si le politique confine à l'absolu par sa finali-
"sation sur l'homme, le progrès humain et l'histoire huma-
"ne, il est aussi toujours affecté d'un coefficient de re-
"lativité."

Quiconque croit en Jésus-Christ et à son second avè-
"ment considère que le Royaume de Dieu, quelle que soit sa
"croissance, ne sera jamais achevé sur la terre. Car sa cor-
"romption ne se réalisera que par un événement transhisto-
"rique, le retour de Jésus, par un don qui couronnera tous
"les dons."

Parce qu'elle vise, en la préparant, une terre promise
"où tout sera renouvelé, l'Eglise, le Peuple de Dieu, est
"au point de vue de l'accomplissement final, la conscience
"critique du monde et elle doit sans cesse être en opposi-
"tion à toute tendance d'idolâtrie du politique et en par-
"ticulier à toute menace de totalitarisme. Le christianisme
"est, de soi, un prodigieux moteur de transformation, une
"force irrépressible de contestation, car il renvoie à un au-
"delà, à un "venir" en face duquel tout doit être jugé. Il
"reconstruit la précarité et les limites du monde dont il exal-
"te la grandeur et les virtualités. Cette fonction prophé-
"tique de l'Eglise est l'une des nombreuses redécouvertes de
"notre temps. Mais encore une fois, il ne suffit pas de par-
"ler de prophétisme, il faut s'efforcer à la lucidité et au
"courage de parler et de vivre en prophète. Nos mouvements
"ont-ils participé à ce renouveau du prophétisme ?... Ne con-
"vient-il pas de rappeler que nous sommes en réalité et que
"nous devons à travers nos actes tous ensemble organiquement
"un Peuple prophétique qui renouvelle et actualise le pro-
"phétisme de l'Ancien Testament et de Jésus-Christ? N'avons-
"nous pas à nous armer intérieurement et à nous soutenir
"même au prix de vigoureuses interrogations - la correction
"fraternelle entre mouvements -, car dans cette mission pro-
"phétique nous nous heurtons aux réalités politiques marquées
"par les limites et les péchés des hommes, les nôtres com-
"pris. Le Christ s'est cogné aux forces politiques de son
"temps qui se sont liguées contre lui et qui l'ont mis à
"mort parce qu'il opposait aux puissances de son temps les
"requêtes de la volonté de son Père et les exigences du sa-
"lut universel et plénier. Ces puissances avaient nom : pi-
"late, Hérode, Caïphe, le sanhédrin, les princes des prêtres,
"les docteurs de la loi, les pharisiens. N'arrive-t-il pas

"que nos mouvements (1) s'installent dans l'ordre établi,
"renforcent conformismes mondains et authentique tradition
"spirituelle, flattent les pouvoirs parce qu'ils en recher-
"chent les faveurs au lieu de les interpellier en faveur de
"nous et spécialement des petits et des pauvres. Enfin, une
"dernière chose que le Peuple de Dieu doit apporter au monde
"dans l'ordre politique, c'est sa contribution à l'élabora-
"tion de l'éthique politique."

"Car celle-ci n'est plus toute faite; elle est sans cesse à
"refaire et à repréciser, non seulement dans le sens d'une
"adaptation mais aussi d'un approfondissement."

Il est faux de croire que nous la possédons et que nous
"avons à en convaincre les autres, si pas à la leur imposer.
"Nous, comme eux, nous avec eux, nous avons mieux à discer-
"ner les règles de la vie en société; à en mettre en lumière
"les grandes valeurs; à en renouveler toujours le sens.
"Sans doute avons-nous l'avantage de disposer dans la Grande
"vision du christianisme de l'épure schématisée du Royaume
"de Dieu définitif et d'y puiser des indications pour le
"temps présent. Mais nous avons à nous dégager d'une atti-
"tude de facilité qui nous a habitués à considérer l'ensei-
"gnement de la hiérarchie, par exemple les encycliques socia-
"les, comme un code moral suffisant à lui seul, comme un mo-
"dèle d'emploi à suivre... dans la mesure où il ne gênait pas
"trop, et à la proclamer avec éloquence pour nous donner bon
"une conscience à peu de frais. Nos mouvements n'ont-ils pas
"à rappeler sans cesse que l'Esprit de Dieu éolaire et ins-
"pire tout homme venant en ce monde ?

L'éthique politique ne nous est pas donnée; nous avons
"à la découvrir, à partir de la vie et de la foi et par con-
"séquent en même temps entre nous et avec les autres. N'est-
"ce pas plus urgent de susciter des groupes d'animation évan-
"gélisme d'engagés politiques que de soutenir diplomatique-
"ment telle ou telle formation politique, tout en prétendant
"l'exercer aucune ingérence dans le domaine politique ? (2)

Présentation de M.M. FICHEFRET

- (1) Il est rappelé que l'auteur s'adresse à des responsables
et cadres de mouvements en Belgique.
- (2) Allusion à l'existence de "partis politiques" d'inspiration
chrétienne en Belgique.

Les groupes spontanés dans l'Eglise contemporaine (a)

Sans être fort répandus au Rwanda, les groupes spontanés n'en ont pas moins fait leur apparition dans les Centres.

Le phénomène est beaucoup plus étendu dans certains pays étrangers.

Le texte qu'on va lire les étudie d'un point de vue de sociologique.

Il existe entre la vie en société et la religion des actions et des réactions multiples. Une modification de contexte social entraîne, très souvent, une modification de la vie religieuse. Par ailleurs une vie religieuse intense, ou mieux une vie de foi dynamique peut déboucher sur une modification des structures de la société.

L'auteur de l'article, Dr. Houtart, est un spécialiste de la sociologie.

...

L'information dont on dispose sur ce phénomène contemporain est encore trop éparse pour qu'une réflexion systématiquement puisse être entamée. Faire le point est donc malheureusement impossible. Tout au plus peut-on émettre un certain nombre d'hypothèses. Et cependant il s'agit d'un fait important aujourd'hui. On peut en effet le suivre à la trace dans un grand nombre de pays et au travers des continents. Il dépasse les frontières confessionnelles et dans les pays où existe une pluralité d'Eglises chrétiennes, certains de ces groupes rassemblent indistinctement des membres d'affiliations diverses.

On peut évidemment se demander si le phénomène est vraiment nouveau. L'histoire doit nous aider à y réfléchir. Une brève allusion y sera faite, laissant aux historiens le soin de nous éclairer plus systématiquement. Quelques phénomènes contemporains seront ensuite décrits, en faisant allusion surtout à des mouvements existant dans l'Eglise romaine, qui apparemment était la moins susceptible d'accepter en son sein de telles excroissances. Enfin se grefferont sur cet ensemble quelques réflexions d'ordre sociologique.

1. DANS L'HISTOIRE

L'histoire est riche de développements très divers dans les formes d'ecclésialité. Il ne faut pas attendre la Réforme pour connaître la floraison de petits groupes très divers. Ils sont précisément trop divers pour faire l'objet d'une classification unique. Une typologie reste à faire, qui dépasse celle de Ernst Troeltsch sur - secte - Eglise.

Lorsqu'on parle de groupes de petite dimension dans l'histoire de l'Eglise, le cas des ordres religieux créés au XIIIe siècle vient spontanément à l'esprit. Ils débiteront à peu près tous par la constitution de petites communautés, permanentes ou non, de clercs ou de laïcs ou même des deux ensemble, sans organisation spécifique et motivées religieusement par une vie plus évangélique au sein d'une Eglise fortement organisée. Ils commencent, de ce fait, dans leur presque totalité, l'incompréhension et la méfiance de cette même Eglise.

Mais il y eut d'autres cas aussi. Prenons celui des Lollards en Angleterre, par exemple, à la fin du XIVe siècle. Dans son aspect populaire, héritier de la prédication de John Wyclif, le mouvement prend un aspect social. Mettant en cause les abus de l'Eglise et tout particulièrement la hiérarchie dans sa réalité concrète, il associe à sa critique l'ensemble des hiérarchies sociales et politiques. Il condamne la propriété et blâme la guerre (même juste!) (1). On y voit associée l'Eglise et la société dans une critique radicale, ce qui n'est pas sans échos dans certains mouvements actuels.

Parmi les groupes qui n'ont pas débouché sur des ordres religieux, on peut citer au milieu d'un innombrable foisonnement, les Pauvres humilisés et les Pauvres catholiques au XIIIe siècle dans le sud de la France. En fait ces groupes préféraient à ce qu'on appelle plus tard les Tiers-Ordres. Ils rassemblaient clercs et laïcs désireux de vivre plus intensément une vie religieuse et de collaborer à la lutte contre les hérésies (les Vaudois notamment).

En fonction de ce qui nous intéresse aujourd'hui ce sont peut-être les confréries qui offrent l'exemple le plus intéressant. C'est au XIIIe siècle qu'elles commencent à se développer. Gabriel Le Bras estime qu'elles "trahissent le besoin d'une vie religieuse qui déborde les cadres légaux et qui dépasse la mesure prescrite" (2). Mais il y a d'autres aspects aussi. E. Delaruelle note que leur développement dépend d'un double mouvement : le fait que l'individu désire échapper à un contrôle institutionnel trop lourd et le désir de retrouver de petits groupes. "Avant d'être mûrs pour les grandes tâches de la vie sociale et religieuse, écrit-il,

ces laïcs s'épanouissent dans ces groupes à l'échelle humaine : homme du jardin clos et de son intimisme, comme de la chapelle où ils retrouvent leur respiration religieuse" (3).

Pendant longtemps, on y vit aussi le moyen de rapprocher prêtres et laïcs et de dépasser le phénomène de la "caste sacerdotale" comme disait Jean Hus. En effet les relations entre clercs et simples fidèles s'établissaient sur un pied d'égalité. Dévotion, charité, pénitence, écrit Gabriel Le Bras, étaient les trois caractéristiques des confréries. Le repas en commun, la messe pour le groupe, un service éventuel à assurer dans la communauté chrétienne, tout cela fait partie des objectifs. Mais le processus de l'institutionnalisation ne les épargne point. Rapidement les confréries durent trouver un mode de vivre avec les institutions plus officielles de l'Eglise : chapitres, paroisses. Cela ne se fit pas sans conflits. Un droit progressivement très développé naquit et régenta les confréries professionnelles, paroissiales ou hospitalières. La réalité sociologique de ces groupes fut cependant très diverse. Certaines centrées sur des dévotions devinrent presque des congrégations religieuses. D'autres s'identifièrent pratiquement à des corporations. D'autres encore rassemblèrent un grand nombre de membres, pendant par là même leur caractère de groupe de petite dimension. Enfin les confréries paroissiales préfigurèrent les associations nombreuses dont nos paroisses furent le théâtre jusque tout récemment.

Il faudrait sans doute dans l'histoire relever bien des phénomènes encore : les tiers-ordres, les sectes diverses, les mouvements de réforme, les groupes persécutés, etc. De toute façon on découvrirait sans doute une très grande diversité de types et de motivations.

2. QUELQUES PHENOMENES CONTEMPORAINS

La meilleure formule pour aborder les phénomènes contemporains semble bien être de partir d'une description des faits. Comme une telle démarche ne peut être exhaustive, des situations serviront de base à la réflexion : les Etats-Unis et l'Italie.

On parle beaucoup aux Etats-Unis de l'Eglise souterraine (Underground Church). C'est une réalité multiple et complexe, comme nous le verrons. Qu'on la nomme ainsi ou qu'on l'appelle "l'Eglise parallèle" ou "Eglise para-institutionnelle", c'est une même réalité qui est visée : des groupes de chrétiens se rassemblent en dehors des structures officielles des Eglises, qui ne répondent plus aux besoins d'un nouveau mode d'accompagnement de la foi qu'éprouvent ces croyants.

Or ces chrétiens n'entendent pas quitter leurs Eglises respectives. Il faut donc distinguer ce phénomène de celui que décrivait F. Roustan sous le nom de "troisième homme", ceux qui quittent l'Eglise "sur la pointe des pieds". Les nouveaux chrétiens des "Eglises souterraines" restent dans l'Eglise, mais à leurs propres conditions.

Il est vrai que si l'on se réfère à l'Eglise catholique romaine aux Etats-Unis, le choc est considérable. On passe sans transition d'un catholicisme très conformiste, très important, fortement institutionnalisé, à des formes nouvelles de vie ecclésiale. Dans une culture ouverte le poids des traditions culturelles est moindre et la découverte de valeurs nouvelles, légitimées par Vatican II, provoque presque immédiatement une véritable explosion. Mais quand on parle d'Eglise souterraine, il faut savoir que la réalité que recouvre ce vocable est loin d'être univoque : diversité de formes, de motivation, de domaines et aussi d'objectifs. Si l'on se réfère à certaines études sociologiques publiées sur les sectes, on peut affirmer avec autant de vraisemblance qu'il existe un "continuum" qui va depuis le groupe informel institutionnellement à l'Eglise classique, jusqu'au groupe franchement dissident (4).

La réaction contre une Eglise bureaucratique, contre une autorité jugée abusive et contre le contrôle excessif de l'expérimentation, semble bien à la base de presque tous les groupes. Le grand nombre d'institutions catholiques : écoles, hôpitaux, etc., est aussi invoqué, au point que certains disent que la religion est devenue l'épiphiénomène des moyens de production de l'Eglise.

Face à tout cela des réactions diverses se font jour. Il y a ceux qui se préoccupent surtout d'une structuration nouvelle de l'Eglise, en développant un processus spontané parallèle à celui entamé officiellement depuis le Concile. On y retrouve notamment les insatisfaits de l'anonymat des grands centres urbains et des liturgies impersonnelles dans les grandes Eglises. S'y joignent les partisans d'expériences liturgiques plus radicales, ceux qui prônent une ecuménisme moins soucieux des prudenances officielles, notamment dans le domaine de l'intercommunion et dans les derniers temps, les prêtres mariés qui dans une très grande proportion exercent ainsi leur ministère, en dehors des structures ecclésiastiques approuvées.

Mais il y a aussi les militants des mouvements pour la paix, ceux qui luttent pour les droits civiques ou contre la race et participent aux divers mouvements contre la guerre du Vietnam. La recherche du lien entre la foi et une action politique radicale en faveur de la justice amène ces

chrétiens à juger leur Eglise embourbée dans son organisation et incapable d'exercer une fonction prophétique dans une société où elle s'est définie un rôle avant tout intégrateur.

Dans un article récent Richard Schaul, le théologien de Princeton, décrivait les expériences suivantes : "Un groupe d'anciens responsables d'un mouvement d'étudiants catholiques fait l'expérience d'une vie commune dans le but de réaliser dans les domaines de la sexualité, du partage financier, du travail, de la vie liturgique, un nouveau style de vie parallèlement à un travail de sensibilisation et de polarisation du milieu étudiant... Un autre groupe composé de dix membres, ne vivant pas dans un même lieu, tente de trouver les termes d'un accord destiné d'une part à les conduire vers de nouveaux rapports interpersonnels et d'autre part à leur fournir un cadre de négociation des valeurs anciennes, à susciter de nouvelles expériences dans les domaines professionnels pour lesquels ils sont formés et compétents, à explorer enfin de nouvelles conditions nécessaires à une action politique révolutionnaire" (5).

Si nous nous tournons vers le continent européen, c'est probablement en Italie que les groupes spontanés se sont développés le plus rapidement. Ils sont d'ailleurs encore très mal connus. Une étude effectuée sur la ville de Naples nous en fait découvrir certains aspects (6). Dans bien d'autres villes le phénomène a aussi connu une grande ampleur et notamment dans le Nord. En 1968, plusieurs réunions eurent lieu rassemblant des représentants de quelque 300 groupes différents.

L'analyse faite à Naples porte sur 23 groupes. Elle montre une extrême diversité, depuis les groupes purement spirituels jusqu'à ceux qui s'occupent du problème du sous-développement. Certains sont en opposition ouverte avec les structures officielles de l'Eglise, d'autres ne le sont pas. Certains sont partis de mouvements existant précédemment, telle l'Action Catholique italienne, d'autres ont été créés de toute pièce. Tout comme pour l'Underground Church aux Etats-Unis il faut donc être très prudent dans l'analyse d'un tel phénomène.

Si l'on peut relever quelques caractéristiques sociales et religieuses prévalentes, il s'agit en général de membres provenant des classes moyennes et refusant la culture de ce milieu. On y rencontre aussi un rejet du caractère autoritaire des structures sociales et religieuses. Le lien entre l'Eglise et les classes oppressives est souvent souligné. Il y a un essai de s'identifier avec les classes pauvres souvent naïf et peu efficace. Certains groupes cependant sont

axés sur une action politique, en liaison avec des objectifs plus globaux.

Il apparaît donc retentement que l'aspect psycho-social de ces groupes est aussi important que leur aspect religieux et dans un certain nombre de cas, plus important sans doute. On ne semble pas retrouver dans une mesure semblable à celle des Etats-Unis, des groupes centrés sur des activités purement religieuses. Il faut cependant noter que dans bien d'autres pays - et en Italie probablement aussi - des expériences nouvelles se font à l'intérieur de mouvements existant préalablement.

Des groupes de foyers ont aussi débouché sur des liturgies domestiques, sans pour autant devenir marginaux. Des groupes se sont formés dans le cadre du fonctionnement des conseils pastoraux, soit pour rendre les élections à ces conseils plus représentatives de certaines tendances, soit pour décentraliser leur fonctionnement.

Un cas qui fit beaucoup parler de lui est celui de l'Isolotto. Quartier de Florence, de niveau populaire, une nouvelle paroisse y est créée en 1954. Don Mazzi y est nommé. La paroisse s'identifie à la communauté locale et vit intensément les événements sociaux qui la concernent, notamment les grèves de 1959 et 1962 et les inondations de 1966. Une telle identification n'est pas tolérée par l'autorité religieuse et un conflit se développe. Il aboutira à une rupture et à la constitution d'une communauté en marge de l'organisation diocésaine officielle. Deux conceptions différentes de l'Eglise et de sa mission se sont affrontées. Le cas de l'Isolotto a joué comme un révélateur et un certain nombre de groupes spontanés en Italie se reconnaissent dans le conflit qui oppose hiérarchie et communauté locale.

Cependant l'existence de groupes de petite dimension n'est pas nouvelle dans l'Eglise contemporaine. Qu'il suffise de se rappeler les associations diverses centrées autour de certaines dévotions ou de modes de vie spirituelle ou encore dans l'Eglise catholique les mouvements d'action catholique. Les mouvements de jeunesse fondés par les Eglises ont connu un peu partout leurs heures de gloire. Ce qui semble nouveau actuellement c'est l'aspect "groupe de protestation" que prennent un grand nombre de ces initiatives. Mais quand nous nous tournons vers l'histoire, nous la voyons parsemée de faits similaires. Alors peut-on retrouver des caractéristiques sociales semblables ?

3. REFLEXIONS SOCIOLOGIQUES

Il faut d'abord distinguer les types de phénomènes. Il y a un monde de différence entre un ordre religieux et un

Groupe d'action commune, tel que le décrivait Richard Schickel ou encore entre une communauté locale telle l'Isolocto et une secte guérissseuse. Ceux qui ont étudié les sectes évitent avec une très grande prudence dans les classifications (1).

Cependant dans la réalité contemporaine nous pouvons nettement distinguer les groupes totalisants, c'est-à-dire impliquant une mise en commun totale, à l'instar des ordres religieux et les groupes où l'appartenance ne requiert qu'une mise en commun partielle. Les premiers sont relativement rares et leur motivation est toujours religieuse, même si leur action se traduit socialement. Les seconds sont les plus nombreux et seule une analyse empirique quelque peu poussée parviendra à en faire une nomenclature quelque peu adéquate. On y retrouve en effet les tendances les plus contradictoires, depuis la recherche d'une intimité perdue dans un environnement impersonnel, jusqu'au rassemblement pour une action de type révolutionnaire.

Une chose semble en effet certaine. Les objectifs se situent autour de deux pôles : une activité religieuse ou une activité sociale. Certains groupes se forment pour des études bibliques ou pour une liturgie domestique ou encore pour échapper au contrôle de l'organisation ecclésiastique. Le point de départ est bien une activité d'ordre religieux. Elle peut dans certains cas déboucher sur une dimension sociale, mais ce sera rarement autre chose qu'une action caritative. D'autres groupes ont pour but d'agir dans la société. Leur analyse est sociologique (le plus souvent même marxiste), mais leur motivation est religieuse. Le caractère politique de leur action est nettement marqué, sans dire pour autant qu'ils aboutissent tous à une efficacité politique. Certains débouchent occasionnellement sur une action religieuse.

Il faut aussi noter que l'appartenance aux groupes non totalisants est souvent multiple. Les mêmes personnes font partie de divers groupes : une équipe de vie religieuse et un groupe d'action politique. Bien plus même la participation à des groupes de ce deuxième genre ne se limite pas aux seuls chrétiens.

Mais tout ceci n'explique pas le phénomène qui nous intéresse. Pourrait-on trouver une explication sociologique à ces événements ? Il faut pour cela distinguer deux étapes. La première fera appel aux classiques de la sociologie et la deuxième essaiera de dégager certaines explications plus immédiates pour ce que nous vivons actuellement.

Max Weber en décrivant les divers types d'autorité parle notamment de l'autorité charismatique (8). Cela l'amène à traiter de ce qu'il appelle la routinisation du charisme.

Voilà posé le problème de l'institutionnalisation du religieux. L'inspiration du fondateur doit se traduire en formes sociales. D'où ce que T. O'Dea appelle "les dilemmes de l'institutionnalisation de la religion". On les retrouve à tous les niveaux, depuis le groupe des disciples qui s'organise en Eglise, jusqu'à la secte qui devient dénomination ou aux compagnons qui se transforment en ordres religieux. On assiste inexorablement à la substitution de la créativité et de la spontanéité par l'organisation et la rigidité. Le processus de l'institutionnalisation est dialectique. Indispensable pour assurer une continuité, il porte en lui les germes de la mort. Ainsi est-ce par un jaillissement constant qu'un mouvement quel qu'il soit peut conserver sa vitalité.

P. Harrison a décrit admirablement comment une Eglise libre (Free Church), fruit d'une réaction contre une hiérarchie bureaucratique s'est trouvée devant un processus de reconstitution progressive d'une autorité et d'un pouvoir afin de réaliser un programme missionnaire international, qui exige l'efficacité d'une organisation dénominationnelle rationalisée. Selon son analyse un processus de rationalisation s'engage et donc les leaders acquièrent un pouvoir. Ils deviennent des spécialistes et donc indispensables (c'est à eux que reviendra nécessairement la prise de décision) et donc accroissent leur pouvoir (9).

Bref dans le processus d'institutionnalisation est une contradiction fondamentale, absolument inévitable. La seule manière de vivre cette contradiction c'est d'accepter un état de tension constante, qui évite l'inefficacité radicale de l'émiettement et la stérilisation qu'entraîne un système organisationnel figé. La naissance de petites groupes est la plupart du temps une réaction contre l'institutionnalisation. C'est pourquoi une certaine agressivité contre l'organisation ecclésiastique et tout particulièrement contre l'autorité sera un trait commun. Et quand il faudra retrouver dans l'histoire où se situe la déviation fondamentale, de Jean Hies à Daniel Berrigan, c'est évidemment à Constantin que l'on remontera.

C'est ainsi que sociologiquement on peut noter deux oscillations à peu près constantes. D'une part la tendance des Eglises organisées à faire de leur propre organisation un objectif et d'autre part celle de réduire tout modèle de fonctionnement du religieux à celui de la petite communauté.

Dans le premier cas c'est à la sociologie des institutions qu'il faut recourir. Si l'on définit une institution comme un ensemble de valeurs (au sens d'objectifs collectifs) et d'organisation, on peut très bien classer les institu-

lions selon l'importance du deuxième élément dans l'obtention de leurs fins. Les Eglises ne se caractériseraient-elles pas précisément par un haut degré d'infusion de valeurs et un minimum d'organisation (au contraire d'une armée, par exemple ou d'une entreprise industrielle) ? Le jour où pour une Eglise l'organisation devient un objectif (ou une valeur en langage sociologique), il y aurait déséquilibre. Or comme les objectifs d'une religion sont toujours liés à l'absolu, la tentation est grande de sacrifier l'ensemble de l'organisation (c'est-à-dire l'autorité, les modes de fonctionnement, les institutions particulières, le droit, etc.). Ce phénomène sera d'autant plus accentué qu'un système religieux se modélisera sur un système politique. D'où les conséquences très réelles du constantinisme et de toutes ses formes dérivées.

Par ailleurs, si nous suivons l'analyse de Ernst Troeltsch, la tendance à se replier sur de petits groupes de type monastique, comme seule forme de vivre le christianisme serait aussi une des "tentations" récurrentes. Pour lui le christianisme primitif a été pensé en fonction de petits groupes axés sur la qualité des relations interpersonnelles. D'où une insuffisance de la doctrine dès que le christianisme put devenir un groupe moteur dans la vie sociale (10). On peut avoir des opinions différentes sur l'interprétation historique de E. Troeltsch, mais il est un fait que cette tendance existe aussi dans le christianisme. On pourrait la rapprocher d'un certain désir d'échapper à la réalité d'un monde complexe ou dans d'autres cas à une sorte de courant anarchique s'opposant à toute forme de systématisation. Il est vrai que bien des petits groupes contemporains semblent parfois refléter des orientations de ce genre.

Réaction contre une organisation religieuse qui se prend pour son propre objectif et dans ce cas s'identifie souvent au pouvoir établi, ou identification de la vie chrétienne avec le monde intimiste, les groupes dont nous parlons ne naissent pas en dehors de conditions historiques déterminées. Alors pourquoi aujourd'hui ?

La première question à se poser est de savoir si vraiment ce phénomène est aussi répandu qu'on veut bien le dire et quelles en sont exactement les caractéristiques. Malheureusement il n'est pas possible de donner une réponse à cette question. Cependant il est indéniable que dans certains pays au moins, un fait nouveau s'est manifesté. Dans le catholicisme il est assez facile de le situer : le concile Vatican II a marqué un tournant. Il a joué le rôle de décision critique à l'intérieur de l'Eglise comme institution, c'est-à-dire d'une décision ayant porté sur une redé-

finition des objectifs plus que sur une réorganisation. Nous assistons aujourd'hui à un conflit entre les valeurs introduites et l'organisation peu encline à se remettre en question. Les valeurs (importance de la culture et de l'histoire dans l'accomplissement de la rédemption; le sacerdoce des fidèles membres de par leur baptême du peuple de Dieu; la responsabilité collégiale de l'évangélisation, etc.) et leur légitimation théologique suscitent une critique fondamentale de l'organisation elle-même, incapable de les assumer sans une transformation en profondeur qui est plus qu'un simple agglomérament. Cela pourrait expliquer en partie au moins la naissance de formes nouvelles d'ecclésiologie.

On pourrait avancer comme hypothèse que le processus est à peu près semblable dans les autres Eglises. En effet, le Concile a été un événement-clé dans l'histoire du catholicisme mais d'autres évolutions remplissent des fonctions parallèles dans le protestantisme. Il ne faut pas oublier que le Concile n'est pas un fait isolable de son contexte historique et qu'il a été possible, parce qu'une évolution générale de l'humanité exigeait une réflexion nouvelle. Cette évolution est d'ailleurs en cours depuis la Renaissance et elle passa par des étapes successives. Peut-être qu'actuellement une attention nouvelle est accordée à l'existence collective de l'humanité et qu'une conscience accrue du sens de l'espérance chrétienne pour une libération de l'homme forme la caractéristique propre des groupes contemporains. Les autres seraient de ceux que l'on retrouve constamment dans le flux et le reflux de l'histoire de l'institution religieuse.

François HOUTART

- (a) Ce texte a paru dans "Communium", 1970, No 1, revue de la communauté de Taizé.
- (1) E. Delaruelle, E.R. Lalande, Paul Ourliac, "L'Eglise au temps du Grand Schisme et de la crise conciliaire", Bloud et Gay, Paris 1964, p. 980 s.
- (2) Gabriel Le Bras, "Institutions ecclésiastiques de la Chrétienté médiévale", Bloud et Gay, Paris 1964 (Fliche et Martin vol. 12), t. II, p. 414.
- (3) E. Delaruelle, etc., op. cit., p. 667.
- (4) Voir Peter Berger, "Sectorialism and Religious association", American Journal of Sociology, No 64 (1958-1959), p. 41 à 44.
- (5) Richard Schaul, "Une communauté chrétienne subversive", dans La Tribune de Genève, No 290 (11 décembre 1969).

- (6) The phenomenon of the Spontaneous Groups in Naples, ms. in-
manuscrit non signé.
- (7) Voir par exemples les travaux de Jean Séguy dans de nom-
breux articles des Archives de Sociologie des Religions
et dans son ouvrage : "Les Sectes protestantes dans la
France contemporaine", Le Cerf, Paris 1956.
- (8) Max Weber, "The theory of social and economic organiza-
tion", The Free Press, Glencoe 1964, p. 358 à 363.
- (9) P. Harrison, Authority and Power in the Free Church
Tradition, Princeton University Press, 1959.
- (10) Voir notamment l'ouvrage : F. Houtart et J. Remy,
"Milieu urbain et Communauté chrétienne", Mame, Paris
1968, p. 271.